

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'INTERVENTION

DEVANT LA

Cour permanente de Justice Internationale

(ARTICLES 62 ET 63 DU STATUT DE LA COUR)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 2 Février 1927, à 14 heures

PAR

WADIE M. FARAG

DOCTEUR EN DROIT

(Sciences juridiques)

Président : M. BASDEVANT, Professeur

Suffragants { *MM. DE LAPRADELLE, Professeur*
LE FUR, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1927

L'Intervention devant la Cour permanente

de

Justice Internationale

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'INTERVENTION

DEVANT LA

Cour permanente de Justice Internationale

(ARTICLES 62 ET 63 DU STATUT DE LA COUR)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC POUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le 2 Février 1927, à 14 heures

PAR

WADIE M. FARAG

DOCTEUR EN DROIT

(Sciences juridiques)

Président : M. BASDEVANT, Professeur

Suffragants { *MM. DE LAPRADELLE, Professeur*
LE FUR, Professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1927



AVANT-PROPOS

L'intervention devant la Cour permanente de justice internationale a provoqué parmi les magistrats de cette haute juridiction des divergences d'opinion qui sont restées toujours inconciliables. Des problèmes, que d'éminents membres de la Cour ont qualifiés de « graves questions soulevées par le droit d'intervention », n'ont pas encore reçu une solution définitive.

Loin d'être une question purement théorique, la théorie de l'intervention a eu l'honneur de faire l'objet du premier débat contentieux de la Cour. Le premier arrêt rendu par la Cour statue uniquement sur l'intervention polonaise dans l'affaire du vapeur Wimbledon.

Mais cette théorie importante et les questions graves qu'elle soulève, n'ont pas encore trouvé, à notre connaissance, leur place dans la littérature juridique internationale. Même le seul arrêt qui est intervenu en cette matière n'a pas eu l'occasion de résoudre une seule des difficultés qui y abondent.

Ces circonstances nous autorisent à attirer sur notre travail l'indulgence du lecteur. Nous n'avons pas la prétention de fournir des solutions incontestables à

des difficultés qui ont laissé la plus haute juridiction au Monde dans l'indécision. Tout ce que nous nous proposons par cette étude, c'est d'attirer l'attention des juristes plus qualifiés que nous pour combler cette lacune qui existe dans la science juridique, en leur soumettant comme simples propositions, les idées que nous allons défendre dans les quelques chapitres suivants.

CHAPITRE PREMIER

Notions préliminaires

SECTION I

La relation entre le Droit international et le Droit interne dans l'interprétation des articles 62 et 63 du statut.

L'élaboration du statut de la Cour permanente de justice internationale fut confiée à un comité de juristes (le Comité consultatif de juristes réuni au Palais de la Paix à La Haye du 16 juin au 24 juillet 1920) composé de représentants de la plupart des systèmes juridiques qui se partagent le monde civilisé.

Loin d'ériger une cloison étanche entre le Droit international et le Droit privé, ce comité s'est appliqué à introduire dans la justice internationale les principes de la justice interne. Dans son rapport sur l'avant-projet de ce comité, Monsieur Léon Bourgeois s'est exprimé à cet égard ainsi : « Vous dûtes remarquer avec quel soin les Juristes de La Haye ont essayé de rapprocher l'organisation et le fonctionnement de

la Cour nouvelle des conditions habituelles de l'administration de la justice interne » (1).

Cette remarque générale, qui doit viser l'ensemble du projet de statut, s'applique particulièrement à la question de l'intervention. Pour se rendre compte de l'intimité qui règne entre le Droit international et le Droit interne en cette matière il suffit de jeter un regard sur le procès-verbal de la 28^e séance du Comité consultatif de juristes de La Haye où furent élaborés les deux articles concernant l'intervention (2). Dans cette séance, on voit tout d'abord Lord Phillimore, le jurisconsulte britannique, exposer l'institution de l'intervention dans le droit anglais. Puis, c'est M. Loder, le jurisconsulte néerlandais, qui donne des explications sur la même institution telle qu'elle existe dans le droit néerlandais. Enfin, le Président du Comité, M. le baron Descamps, le jurisconsulte belge, déclare expressément que « la solution de la question de l'intervention doit être empruntée au droit commun », et il propose un texte basé sur cette thèse, texte qui fut unanimement adopté par le Comité et conservé dans la rédaction définitive du statut.

(1) Rapport sur l'avant-projet du Comité consultatif de juristes pour l'institution d'une cour permanente de justice internationale, présenté au Conseil de la Société des Nations par M. Léon Bourgeois le 3 août 1920. Documents, Société des Nations, Cour permanente de justice internationale, pp. 23 et suivantes.

(2) Pour le compte rendu de cette séance, voir Procès-verbaux des séances du Comité consultatif de Juristes pour l'élaboration du statut de la Cour permanente de justice internationale, pp. 587 et suivantes.

Dans ces conditions, il est indispensable de donner quelques explications sur l'institution de l'intervention dans les systèmes juridiques qui ont particulièrement inspiré le Comité de juristes de La Haye dans l'élaboration des articles 62 et 63 du statut.

Mais, pour écarter toute confusion, nous faisons dès maintenant une réserve formelle en cette matière : il est certain que les principes du droit interne ne peuvent être appliqués en Droit international qu'autant qu'ils ne heurtent ni les conventions internationales ni la coutume internationale. Cette réserve nous est dictée par l'esprit de l'article 38 du statut qui détermine le droit à appliquer par la Cour. L'ordre dans lequel cet article énumère les sources du droit applicable par la Cour donne la priorité aux conventions internationales et à la coutume internationale sur « les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées ».

SECTION II

Notions sommaires sur l'intervention en droit interne.

§ 1. — DROIT ANCIEN.

a) *Droit romain*. — Déjà, chez les Romains, on peut trouver les germes de cette institution. Ils admettaient l'intervention et la faculté pour les tiers d'interjeter

appel des jugements qui préjudiciaient à leurs droits. Ils reconnaissaient au légataire le droit d'intervenir dans une instance entre un héritier testamentaire et un héritier légitime pour sauvegarder ses droits menacés par une collusion possible de ces derniers. (L. XXXIX. Digeste, De inofficioso testamento).

b) *Droit ecclésiastique*. — Avec le Droit ecclésiastique la notion de l'intervention s'élargit et les droits des tiers prennent des proportions semblables à celles que leur reconnaissent plusieurs législations modernes. Le Droit ecclésiastique définit l'intervention ainsi : « C'est la voie par laquelle un tiers qui n'était pas originairement partie dans une contestation ou procédure judiciaire, mais qui, ayant un intérêt dans la matière en litige, s'y présente pour y prendre part et ainsi mieux défendre cet intérêt » (1).

c) *Ancien Droit français*. — L'ancien Droit français reconnaissait de la façon la plus large aux tiers le droit d'intervenir dans un procès toutes les fois qu'ils avaient intérêt à le faire. Mais, avec le privilège du *committimus*, qui « permettait à certaines personnes d'attirer l'instance devant les juges de leur privilège pour y figurer comme partie interve-

(1) V. *Corpus Juris*, vol. XXXIII, p. 476 sous le mot « intervention » où l'on peut lire : « *Intervention in ecclesiastical law* : The proceeding, of a third person, who, not being originally a party to a suit or proceeding, but claiming an interest in the subjectmatter in dispute, in order the better to protect such interest, interposes his claim ». (*Corpus Juris*, New-York, 1924, By William Mack, William Benjamis Hale et Donald J. Kiser).

nante » (1), l'institution devenait une source d'abus choquants et prenait un aspect qui la rendait souvent odieuse aux plaideurs honnêtes; elle dégénérait fréquemment en un moyen commode pour fruster les droits d'un adversaire (2).

§ 2. — DROIT MODERNE.

Il est des institutions juridiques qui, quoique d'une importance indéniable, ne trouvent pas le même accueil auprès des différentes législations, pas même auprès de celles qui remontent à une source commune : les exemples du divorce, des régimes matrimoniaux, de l'incapacité de la femme mariée et des tribunaux administratifs nous dispensent d'en citer d'autres. Il en est d'autres, telles que la tutelle, le droit de défense en justice et l'autorité de la chose jugée, qui ont reçu une consécration universelle plus ou moins uniforme. On ne risquerait pas trop de

(1) V. DALLOZ, *Répertoire*, t. XXIX, p. 129.

(2) Pour combattre ces abus l'Ordonnance d'avril 1667 contenait la disposition suivante : « Toutes requêtes d'intervention, tant en première instance qu'en cause d'appel, en contiendront les moyens, et en sera baillé copie et des pièces justificatives pour en venir à l'audience des sièges et cours où le procès principal sera pendant, pour être plaidées et jugées contradictoirement ou par défaut, sur la première assignation, même es chambres des requêtes de nos cours de parlement. Ce que nous voulons être observé, à peine de nullité et de cassation des jugements et arrêts qui pourraient intervenir, et de répétition de tous dommages et intérêts solidairement, tant contre les parties que contre les procureurs en leur nom ». (Art. 28, titre XXVI de l'Ordonnance d'avril 1667).

s'éloigner de la vérité si l'on faisait rentrer dans cette dernière catégorie l'institution de l'intervention des tiers en justice. En effet, en parcourant les différentes législations, du Droit français jusqu'au Droit anglais, en passant par le Droit anglo-américain et les principales législations européennes, on trouve cette institution, partout à peu près la même dans son ensemble et avec peu de variations dans les détails.

Nous allons maintenant exposer les grandes lignes de l'institution de l'intervention en Droit français, qui peut être considéré comme le prototype du Droit continental en cette matière, ensuite, nous allons signaler très brièvement l'attitude des principales législations européennes, du Droit anglais et du Droit anglo-américain envers cette institution.

I. — DROIT FRANÇAIS.

On définit l'intervention en général ainsi : « C'est l'acte d'un tiers qui, de son propre mouvement ou sur l'ordre qui lui est donné, se mêle à un procès où il n'était pas encore partie : elle est active ou spontanée dans le premier cas, passive ou forcée dans le second » (1).

A. *De l'intervention spontanée ou volontaire.*

I. — DÉFINITION, NATURE ET CARACTÈRES. — L'intervention volontaire est l'acte par lequel un tiers qui

(1) GARSONNET, *Traité théorique et pratique de procédure Civile*, 2^e édit., t. I, p. 641, § 373.

n'était pas originairement partie dans une contestation judiciaire, s'y présente pour y prendre part et faire valoir ses droits contre les deux parties principales — intervention agressive — ou soutenir ceux de l'une de ces dernières — intervention conservatoire (1).

L'intervention volontaire, comme d'ailleurs l'intervention forcée, est un incident qui surgit au cours d'une procédure principale déjà pendante. Demande principale à l'égard du tiers intervenant, elle n'est qu'un accessoire, un simple incident de l'instance principale, à l'égard des parties déjà en cause. De cette règle importante découlent les conséquences suivantes :

a) L'intervention n'est pas une demande introductive d'instance. Elle est ainsi dispensée du préliminaire de conciliation qu'exige l'article 48 C. Pr. civ. fr.

b) Elle est liée au sort de la demande principale.

Ainsi, elle n'est recevable qu'autant que l'instance principale n'est pas éteinte.

Mais l'extinction de l'action principale survenant après la formation de l'intervention ne fait pas toujours tomber cette dernière : on distingue généralement à cet égard les cas où la demande principale est annulée des cas où elle prend fin par la volonté des parties originaires.

(1) DALLOZ, *Nouveau Code de Procédure civile annoté*, t. II, art. 339, pp. 148 et suiv.

Cas où la demande principale est annulée. — Si l'action principale est repoussée par une fin de non-recevoir ou pour une irrégularité dans sa formation, l'intervention suivra le même sort (1). La Cour de Cassation a jugé « qu'une intervention, même régulière et fondée en droit, ne saurait avoir pour effet de rendre valable et efficace une demande principale nulle en elle-même et dans son principe, comme intentée sans droit ni qualité, encore bien que l'intervenant se borne à s'approprier les conclusions des demandeurs ». (Civ. r. 12 août 1889, D. P. 90. 1. 457).

Cas où la demande principale prend fin par la volonté des parties originaires. — Ici il faut distinguer entre l'intervention agressive et l'intervention conservatoire : en cas d'intervention agressive, l'extinction de la demande principale survenant par la volonté des parties originaires ne produit d'effet sur l'intervenant que s'il ne s'y oppose pas, ses intérêts étant distincts, voire même opposés à ceux des parties principales. En cas d'intervention conservatoire, au contraire, nous croyons que l'extinction de la demande principale entraîne toujours, sauf en cas de fraude, l'extinction de l'intervention.

c) L'intervention doit avoir un rapport direct avec la demande principale. Cette condition n'est pas particulière à l'intervention, elle régit toutes les demandes incidentes. En effet, la jurisprudence exige pour la

(1) V. DALLOZ, *Répertoire*, sous le mot « intervention », 125; GARSONNET, t. III, 2^e édit., p. 209, § 931, note 2.

recevabilité des demandes incidentes en général qu'elles soient connexes par leur cause et par leur origine avec la demande principale (1). L'intervention ne peut pas faire exception à cette règle. Etant un accessoire de la demande principale, elle doit avoir avec cette dernière un rapport de connexité (2). Saisi d'une demande de pension alimentaire, le Tribunal civil de la Seine a rejeté une intervention « tendant à ce qu'il soit défendu à une partie de prendre la qualité de femme légitime » (Trib. civ. Seine, 18 juin 1885, S. Intervention, 59). Dans ce jugement le Tribunal décida que l'intervention n'est pas recevable si la demande principale et celle de l'intervenant sont distinctes, tendent à des fins différentes, et n'ont entre elles qu'un rapport indirect; si loin que la première pût attirer à elle la seconde et lui servir de base, c'est au contraire celle-ci qui, plus grave, plus ample, comportant des effets plus étendus, se trouve l'embrasser dans les conséquences qu'elle aurait à produire », (trib. civ. Seine précité).

d) L'intervention prend le caractère de la demande principale. On sait que le juge de l'action est en principe juge de l'exception. Par le terme « exception » on entend les défenses proprement dites, les demandes reconventionnelles et les autres incidents de procédure parmi lesquels figurent certainement les interventions volontaires et forcées. De cette règle il résulte que le

(1) V. GARSONNET, *Traité*, t. I, 2^e éd., p. 639, § 372.

(2) V. GARSONNET, *Traité*, t. III, 2^e éd., p. 205, § 928, note 2.

tribunal dûment saisi d'un procès doit connaître généralement de toutes les questions qui se rattachent à ce procès. Peu importe que le caractère de l'exception diffère de celui de l'action. Ainsi, un tribunal civil a le droit de connaître d'une intervention qui aurait relevé, comme question principale et en vertu des règles de la compétence, d'un autre tribunal civil ou même d'un tribunal de commerce (1); et, inversement, un tribunal de commerce peut connaître des interventions volontaires et forcées qui auraient relevé, comme questions principales, des tribunaux civils (2).

Cette règle constitue une dérogation importante aux principes de la compétence *ratione personæ* et *ratione materiæ*. On écarte, d'une façon générale, l'application à l'intervention des règles de compétence régissant l'action principale. On sacrifie ainsi des règles, souvent d'ordre public, en faveur des exigences de la pratique qui commandent que les juges légalement saisis d'une action tranchent simultanément les incidents qu'elle provoque.

II. — CONDITIONS REQUISES POUR INTERVENIR. — Le Code de procédure ayant passé sous silence les conditions requises pour intervenir, la jurisprudence devait combler cette lacune et elle l'a fait de la façon la plus favorable à l'admissibilité de l'intervention. Pour intervenir il ne faut pas d'autres conditions que pour intenter l'action principale. Ces conditions sont

(1) V. GARSONNET, *Traité*, t. II, 2^e édit., p. 36, § 414.

(2) V. GARSONNET, *Traité*, t. III, 2^e éd., p. 372, § 1.029.

au nombre de trois, auxquelles il convient d'ajouter une quatrième particulière à l'intervention; ce sont : 1° l'intérêt; 2° la qualité; 3° la capacité d'ester en justice et, 4° ne pas avoir été partie à l'action principale (1).

1° *L'intérêt*. — Pour pouvoir intervenir valablement dans un procès il faut, mais il suffit aussi, d'y avoir un intérêt; c'est une application de la maxime « pas d'intérêt, pas d'action ». Quelle est la mesure de cet intérêt? Nulle part dans le Code de procédure on ne trouve la réponse à cette question qui est pourtant d'une importance capitale dans cette matière, de sorte que l'on se trouve nécessairement réduit à laisser aux juges du fond un pouvoir discrétionnaire pour déterminer s'il y a intérêt suffisant, ou si cet intérêt fait défaut (2).

Suivant l'opinion la plus récente et qui a recueilli l'adhésion de la majorité des auteurs et des tribunaux, tout intérêt de quelque nature qu'il soit, suffit pour justifier l'intervention (3). On admet donc comme base valable de l'intervention un intérêt direct ou indirect, un intérêt né et actuel aussi bien qu'un intérêt futur

(1) V. GARSONNET, t. III, 2° édit., § 932, p. 211-214; DALLOZ, *Nouveau Code de Procédure Civile annoté*, t. II, sous l'article 339, p. 148 et suivantes.

(2) V. GARSONNET, t. III, 2° éd., § 932, p. 212, note 5.

(3) V. GARSONNET, t. III, 2° édit., § 932, p. 213; DALLOZ, *Nouveau Code de Procédure Civile annoté*, t. II, sous l'article 339, pp. 148 et suiv.; *Chauveau sur Carré*, 5° éd., t. III, quest. 1230; *Glasson et Colmet-Daage*, 2° éd., t. I, n° 873, p. 936.

ou conditionnel ou même purement éventuel, et, enfin, on admet l'intérêt moral aussi bien que l'intérêt pécuniaire. Du moment que l'intervention est connexe dans sa cause avec l'action principale, toute sorte d'intérêt sérieux, bien entendu conforme à l'ordre public et aux bonnes mœurs, peut lui servir de base valable.

Conformément à ce principe, on admet que « la seule crainte du préjugé qui pourrait résulter du jugement de la demande principale est un motif suffisant pour intervenir.... que l'on peut poursuivre par voie d'intervention la suppression d'un mémoire injurieux ou diffamatoire » (1). On admet même « qu'une personne peut intervenir en première instance dès lors que le jugement à intervenir doit former un préjugé contraire à une prétention qu'elle a intérêt à élever et à soutenir » (2). Mais, suffit-il, pour intervenir dans un débat, « d'alléguer un intérêt purement théorique et doctrinal, tel que celui d'aider à la consécration d'une thèse de droit que l'on se réserve d'invoquer soi-même, ultérieurement, dans un débat analogue? » La négative ne nous paraît pas douteuse (3). En effet, la condition de la connexité entre la demande principale et l'intervention que nous avons exposée plus haut s'oppose à ce qu'une personne intervienne dans un débat simplement pour faire proclamer une théorie

(1) V. GARSONNET, t. III, 2^e éd., § 932, p. 213 et les auteurs et les jugements cités en notes 9, 10, 11 et 12.

(2) V. Trib. civ., Lille, 19 mai 1892, D. P. 93, 2, 311.

(3) V. Trib. civ., Seine, 2 août 1903, cité dans DALLOZ, *Nouveau Code de Procédure Civile annoté*, t. II, sous l'article 339, pp. 148 et suiv.

juridique. A cet argument on peut ajouter que la nature de la juridiction contentieuse n'admet pas que l'on s'adresse aux tribunaux pour leur demander, par voie d'intervention dans un procès quelconque, une consultation théorique. La solution contraire laisserait la porte grande ouverte aux chicanes et créerait des désordres incompatibles avec une bonne administration de la justice.

2° *La qualité*. — « La qualité est la faculté légale d'agir en justice, et, par suite, le titre auquel on figure dans un acte juridique ou dans un procès » (1). On reconnaît la qualité, telle qu'elle est définie, au propriétaire (*dominus*) du droit en litige, à ses mandataires et à ses créanciers. La jurisprudence, par application de ce principe, a reconnu à divers groupements professionnels le droit d'intervenir dans des procès dont l'issue importait à la profession (2).

De même, on a reconnu une qualité suffisante, à l'effet d'intervenir, aux agrégés des Facultés de médecine nommés à la suite d'un concours dont un candidat non admis demandait la nullité (Conseil d'Etat, 16 novembre 1894, D. P. 95, 3. 73).

De même aussi, on a reconnu aux exécuteurs testamentaires la qualité d'intervenir dans les instances en nullité du testament (3).

(1) GARSONNET, t. I, 2^e édit., § 300, p. 504.

(2) GARSONNET, t. I, 2^e édit., § 300, p. 505, note 3.

(3) GARSONNET, t. III, 2^e édit., § 932, p. 212, note 6.

3° *La capacité d'ester en justice.* — L'intervenant doit avoir la capacité requise pour le rôle qu'il doit jouer au procès : il doit avoir la capacité d'agir « s'il conclut à une condamnation à son profit »... et la capacité « de faire les actes d'administration, si l'intervention n'a qu'un caractère conservatoire » (1). Remarquons que le mot « conservatoire » ici n'a pas le même sens que celui qu'on lui attribue en parlant de l'intervention conservatoire. Dans cette dernière, en effet, la capacité requise peut être tantôt la capacité d'agir et tantôt la capacité d'administrer, tout comme dans l'intervention agressive.

4° *Ne pas avoir été partie à l'action principale.* — Cette condition est de l'essence même de l'intervention qui, par définition, est l'acte d'un tiers. Mais il faut remarquer qu'une personne qui était mal assignée ou mal représentée comme partie dans une instance peut y intervenir comme tiers. (Civ. r. 14 avril 1885, D. P. 85. I. 401; Civ. r. 7 décembre 1880, D. P. 81. 1. 148). Il faut remarquer aussi que l'intervention en première instance est ouverte, non seulement à tous ceux qui peuvent former tierce opposition — on sait que la tierce opposition n'est ouverte qu'à ceux qui n'étaient pas appelés, ni eux ni leurs représentants, au jugement — condition exigée pour l'intervention en appel (art. 466 C. Pr. civ. fr.), mais aussi et surtout à ceux qui sont suffisamment représentés (créanciers

(1) DALLOZ, *Nouveau Code de Procédure civile annoté*, t. II, sous art. 339, p. 148 et suiv.

chirographaires, ayants cause, etc.) et contre lesquels le jugement aurait force de chose jugée (1). En effet, l'intervention est souvent le seul moyen que possèdent ces derniers pour sauvegarder leurs intérêts.

III. — FORMES, PROCÉDURE, JUGEMENT ET DÉPENS DE L'INTERVENTION. — a) *Formes*. — L'intervention se forme, en général, soit par une requête adressée au tribunal saisi de l'instance principale et signifiée aux avoués de la cause, soit par un simple acte d'avoué à avoué. Dans les deux cas la demande doit contenir les conclusions de l'intervenant, les moyens à l'appui de ses conclusions, ses noms, demeure, profession et domicile et la constitution d'un avoué qui doit être différent de ceux des parties dont les conclusions sont contraires à celles de l'intervenant.

L'intervention peut être formée par assignation, mais en aucun cas elle ne peut être formée verbalement à l'audience, et une intervention fondée sur de simples conclusions verbales serait nulle (2).

b) *Procédure et jugement*. — Si la recevabilité de l'intervention n'a pas été contestée par les parties, le tribunal en donne acte à l'intervenant sans qu'il y ait besoin de rendre un jugement à cet égard. C'est aux parties principales à contester l'intervention « car on n'aperçoit pas quelles raisons d'ordre public pour-

(1) DALLOZ, *op. cit.*, note précédente.

(2) DALLOZ, *Nouveau Code de Procédure civile annoté*, t. II, sous art. 339, n° 315.

raient déterminer le tribunal à écarter l'intervention d'office » (1).

Les exceptions concernant les vices de formes doivent être proposées *in limine litis*, c'est-à-dire, au moment de l'introduction de l'intervention, tandis que les fins de non-recevoir ne seront jugées qu'avec le fond de celle-ci.

La demande en intervention est recevable en tout état de cause, pourvu qu'elle ne retarde pas le jugement de la demande principale quand cette dernière est en état (art. 340 C. Proc. civ. fr.), ce qui veut dire, quand elle est « entièrement instruite et prête à recevoir jugement » (2). Si l'intervenant ne peut pas « faire marcher sa demande du même pas », comme dit M. Garsonnet (GARS., *Traité*, t. III, 2^e éd., § 931, p. 209), que la demande principale, le tribunal doit la disjoindre et renvoyer l'intervenant à introduire sa demande par voie d'instance principale, tout en statuant sur la contestation des parties originaires (3).

Par application de ces principes, l'intervenant ne pourra pas remettre en question des exceptions déjà couvertes ni requérir une nouvelle enquête.

Le jugement sur le fond de l'intervention doit accompagner le jugement de la demande principale, sous peine de nullité de ce dernier (4).

(1) GARSONNET, *Traité*, 2^e édit., t. III, § 930, p. 207.

(2) GARSONNET, *Traité*, 2^e éd., t. III, § 931, p. 209.

(3) GARSONNET, *Traité* 2^e éd., t. III, § 931, p. 210.

(4) V. DALLOZ, *Nouveau Code de Procédure civile annoté*, t. II, sous l'art. 339, n° 403, GARSONNET, *Traité*, 2^e éd., t. III, § 931, p. 210.

c) *Dépens*. — Dans l'intervention agressive il y a lieu d'appliquer les principes généraux en matière de dépens; l'intervenant, s'il a gain de cause, obtient les dépens. Tandis que dans l'intervention conservatoire, les dépens sont toujours à la charge de l'intervenant (1).

IV. — EFFETS DE L'INTERVENTION. — Avec la règle « *res inter alios judicata aliis nec nocet nec prodest* » on peut se demander quelle est l'utilité de l'intervention, étant donné que le jugement entre les parties originaires ne peut ni nuire ni profiter aux tiers. Mais, c'est précisément pour écarter l'application de cette règle qu'existe l'intervention. Tout d'abord, il ne faut pas oublier qu'il y a des cas nombreux où cette règle ne fonctionne pas : il y a une catégorie de personnes qui se trouvent souvent représentées dans une instance, sans être appelées nécessairement à y faire partie et sans avoir donné un mandat quelconque à cet effet, soit par le demandeur, soit par le défendeur; on peut mentionner, à titre d'exemple, les créanciers et les ayants cause. Pour ceux-ci l'intervention présente souvent le seul moyen de sauvegarder leurs intérêts, étant donné que le jugement leur serait, sauf le cas de collusion entre les parties en cause, opposable tout comme s'ils avaient participé aux débats.

Même pour les tiers qui bénéficient de la règle « *res*

(1) GARSONNET, *Traité*, 2^e éd., t. III, § 937, 223.

inter alios judicata...» l'intervention a des avantages très appréciables. Elle simplifie, tout d'abord, la tâche de la justice, en lui permettant de liquider, par un seul jugement et au moyen d'une seule instance, plusieurs litiges. Les juges arrivent ainsi à se faire une idée plus exacte de la position de chacune des parties. Quant au tiers personnellement, elle lui permet d'empêcher la création d'un précédent judiciaire qui pourrait souvent affaiblir sérieusement la solidité de ses prétentions. Quoique les précédents judiciaires ne possèdent pas en France ni, d'une façon générale, sur le continent, la même force que leur reconnaît le Droit anglais, ils n'ont pas moins une valeur morale considérable, non seulement au point de vue de la formation du droit en général mais aussi et surtout à l'égard d'un litige particulier. Si un acheteur était condamné à restituer l'objet de son achat au véritable propriétaire, il y aurait neuf chances sur dix que le vendeur soit déclaré *non dominus* de cet objet par lui vendu. Il est vrai que le jugement intervenu entre l'acheteur dans l'exemple précédent et son adversaire est « *res inter alios judicata* » à l'égard du vendeur, néanmoins elle constitue un véritable préjugé contre la prétention de celui-ci.

A côté de l'intervention, le tiers possède à l'égard des jugements auxquels il était resté étranger, le remède de la tierce opposition. Il a le choix entre ces deux moyens de procédure, mais, tout compte fait, il est très souvent préférable de prévenir le mal et de

l'empêcher que d'attendre son progrès pour le guérir ensuite.

L'intervenant devient partie au procès au même titre que les parties originaires. Cependant, l'étendue de son intervention se mesure, croyons-nous, par l'intérêt qui l'a appelé à intervenir. Celui qui intervient pour demander la suppression d'un mémoire diffamatoire ne pourra pas, à notre avis, se mêler du fond du procès qui lui est indifférent. Il pourra invoquer le jugement à son profit, mais, en revanche, la décision aura à son égard la force de la chose jugée et pourra lui être opposée.

B. *De l'intervention forcée.*

Sans entrer dans les détails de cette institution, il ne sera pas inutile d'en tracer les grandes lignes.

On définit généralement l'intervention forcée comme étant « la procédure par laquelle un tiers est contraint, par l'une des parties en cause, d'intervenir dans un procès » (1). Tantôt elle s'appelle *mise en cause ou appel en garantie*, tantôt *assignation en déclaration de jugement commun*, selon que l'on prenne des conclusions contre le tiers entraîné aux débats ou que celui-ci soit cité simplement pour entendre dire qu'il y a chose jugée à la fois contre lui et contre le défendeur principal.

(1) V. DALLOZ, *Nouveau Code de Procédure civile annoté*, t. II, appendice de l'art. 339, p. 162, n° 1.

L'intervention forcée est, comme l'intervention volontaire, un incident qui surgit dans une instance principale déjà engagée; par conséquent, elle n'est valable que si cette dernière n'est pas éteinte. Mais, à la différence de l'intervention volontaire, il n'est pas nécessaire que le jugement sur l'intervention forcée soit rendu en même temps que celui sur la demande principale.

L'intervention forcée est une demande volontaire, c'est-à-dire qu'une partie n'est jamais obligée d'appeler en cause ou d'assigner en déclaration de jugement commun un tiers et que le tribunal ne pourra provoquer d'office ni l'une ni l'autre de ces deux procédures. C'est aux parties originaires de décider librement s'il convient de demander l'intervention d'un tiers. Ce tiers ne peut être qu'une personne « en situation d'attaquer ou de prétendre non avenu quant à elle le jugement qui serait rendu en son absence » (1).

Les autres règles concernant les conditions, la procédure, la compétence, les effets et l'utilité de l'intervention forcée étant, d'une façon générale, semblables à celles que nous avons exposées à l'occasion de l'intervention volontaire, nous nous bornons à renvoyer à cette étude.

(1) V. GARSONNET, *Traité*, 2^e éd., t. III, § 938, p. 224, note 4.

II. — ATTITUDE DES PRINCIPALES LÉGISLATIONS INTERNES,
AUTRES QUE LE DROIT FRANÇAIS, ENVERS
L'INSTITUTION DE L'INTERVENTION.

A. *Droit allemand.* — Le Code de procédure civile allemand, dans son titre III^e sur la participation des tiers au procès, a consacré quelques articles à l'intervention volontaire. Il distingue deux sortes d'interventions : l'intervention principale (*hauptintervention*), qui correspond à l'intervention agressive du Droit français, et l'intervention accessoire (*nebenintervention*), qui correspond à l'intervention conservatoire du Droit français.

Le législateur allemand ouvre la voie de l'intervention principale à « celui qui prétend en tout ou en partie à une chose ou à un droit sur lesquels une contestation est engagée entre d'autres personnes » (art. 61 C. proc. civ. all.). Ce texte parle d'une « prétention » sur la chose ou le droit en litige, notion bien plus restreinte que celle de « l'intérêt » du Droit français.

En revanche, la voie de l'intervention accessoire est ouverte à « celui qui a un *intérêt* légitime à ce que, dans une contestation engagée entre deux autres personnes, l'une des deux parties triomphe » (art. 63 C. proc. civ. all.). D'après ce texte, l'intervention accessoire nous paraît très voisine de l'intervention conservatoire du Droit français.

L'intervention, sous ses deux aspects, principale et accessoire, est possible « en tout état de cause, jusqu'à

ce qu'il ait été rendu, sur la contestation principale, une décision ayant force de chose jugée » (art. 61 et 63, C. proc. civ. all.).

Dans l'intervention principale, l'intervenant devient partie au procès, mais chacune des parties originaires peut demander que l'instance principale soit suspendue jusqu'à ce qu'il ait été rendu une décision sur l'intervention (art. 62 C. proc. civ. all.).

Dans l'intervention accessoire, l'intervenant est considéré comme « cointéressé de la partie principale » et « la chose jugée qui s'attache à la décision rendue dans le procès principal influe sur les rapports de l'intervenant avec l'adversaire (art. 62 C. proc. civ. all.).

La nature de l'intervention est la même qu'en Droit français : c'est un incident de procédure et l'article 68 du Code de procédure civile allemand la qualifie expressément ainsi : « Le jugement sur *l'incident* (l'intervention) est susceptible de pourvoi immédiat ».

Pour ne pas retarder les débats dans l'instance principale et pour ne pas priver l'intervenant de participer à ces débats à temps utile, l'article 68 susdit lui permet de « concourir à la procédure, tant que la non-recevabilité de l'intervention n'est pas prononcée par une décision ayant force de chose jugée ».

En matière d'intervention forcée, la législation allemande s'écarte sensiblement de la législation française. Elle remplace cette institution par la dénonciation judiciaire de l'instance aux tiers (art. 69 et suiv. C. proc. civ. all.). Cette dénonciation n'est qu'une noti-

fication de l'instance au tiers qui ne l'oblige nullement à venir prendre part au procès, le tiers étant toujours libre d'intervenir ou non. En plus des cas ordinaires d'appel en garantie et de mise en cause, la dénonciation de l'instance sert à mettre hors de cause un plaideur en mettant les véritables adversaires en face l'un de l'autre (art. 72 C. proc. civ. all.) (1).

B. Droit belge. — En matière d'intervention, volontaire ou forcée, le Code de procédure civile belge (articles 339 et suiv.) étant une reproduction textuelle du Code de procédure français, et le Droit belge étant, d'une façon générale, analogue au Droit français sur ce terrain, nous nous bornons à signaler cette similitude entre les deux législations.

c. Droit espagnol. — L'importance du Droit espagnol pour notre étude est évidente. En effet, cette législation représente, d'une façon générale, l'expression du point de vue juridique de tous les peuples d'origine espagnole, parmi lesquels figure l'Amérique latine.

Le Droit espagnol n'envisage pas d'une façon directe la procédure de l'intervention. Le Code de procédure civile espagnole ne consacre pas de textes généraux à l'institution qui nous occupe. Nulle part on n'y trouve des articles analogues à ces textes que nous avons rencontrés en Droit français ou allemand. Néanmoins,

(1) Cet usage de la dénonciation de l'instance correspond à ce qu'on appelle en Droit anglais et anglo-américain « *interpleader* ».

cette institution n'y est pas totalement inconnue. Le Code de procédure civile (ley de enjuiciamiento civil) consacre quelques textes à l'intervention des créanciers. Dans le « Concurso de acreedores », qui est une sorte de liquidation judiciaire ou, plus exactement encore, une déconfiture organisée, les articles 1145 et 1146 C. proc. civ. prescrivent la signification de l'accord favorable donné au débiteur, aux créanciers qui n'ont pas été cités personnellement pour la réunion des créanciers. En leur faisant cette signification, on les prévient que s'ils ne protestent pas contre cet accord ou ne comparaissent pas dans les trois jours, l'accord sera obligatoire pour eux. Il y a donc là une intervention après coup de créanciers qui n'ont pas figuré dans toute la procédure antérieure.

Un autre cas d'intervention, toujours des créanciers, est organisé par les articles 1532 à 1543 du Code de procédure civile. La section troisième du titre XV du livre II de ce Code traite des droits des tiers (de las tercerias). L'article 1532 dit que les droits des tiers doivent s'appuyer ou sur la propriété des biens saisis du débiteur, ou sur leur droit à être réintégrés quant à leur créance et de préférence au créancier exécutant. L'article 1533 règle l'intervention de ce créancier que l'on n'admet plus, si elle s'appuie sur les biens eux-mêmes du débiteur, après la clôture des écritures ou la consommation de la vente. S'il s'agit d'un droit préférable, on n'admet plus le recours du tiers après qu'aura été payé le créancier poursuivant. L'article 1534 dit que les demandes des tiers n'interrompent

pas le cours de l'instance dont elles ne seront qu'un incident; elles se feront par pièce séparée. Quand l'intervention portera sur les biens eux-mêmes, et que le jugement aura décidé une vente aux enchères, la procédure sera suspendue jusqu'à ce que le juge ait décidé sur l'intervention du tiers (art. 1535). Si l'intervention du tiers repose sur un droit de préférence, la procédure continuera jusqu'à la réalisation des biens saisis, mais le montant des ventes sera déposé dans l'établissement destiné à cette fin (quelque chose comme la Caisse des dépôts et consignations en France) afin que les créanciers soient payés dans l'ordre de préférence que déterminera le jugement rendu sur l'intervention du tiers (art. 1536).

L'article 1543 C. proc. civ. espagnol édicte que « les dispositions de la présente section (section m) seront applicables aux interventions des tiers qui se produiront dans les procédures relatives à l'exécution des jugements, et dans toute autre instance ou incident ayant trait à la saisie ou à la vente des biens ».

A part les cas d'intervention des créanciers, nous n'avons pu trouver de textes visant d'autres applications de l'institution de l'intervention en Droit espagnol.

D. *Droit suisse* (canton de Genève). — Le Droit genevois ne diffère pas beaucoup du Droit français en matière d'intervention. L'article 267 de la loi sur la procédure civile du Canton de Genève reconnaît le droit d'intervenir dans un procès aux tiers ayant un « *intérêt* » à le faire. Après l'admission de son inter-

vention le tiers devient partie au procès au même titre que les parties originaires.

Cependant, on peut signaler, comme points de divergence entre la législation française et la législation genevoise, en cette matière, que cette dernière admet l'intervention formée par des conclusions prises à l'audience (art. 268 C. proc. civ. de Genève) et édicte une amende contre « celui qui, sans légitime fondement, formerait une demande en intervention » (art. 751, al. 4 du même code).

E. *Droit italien.* — La ressemblance entre le Droit italien et le Droit français en matière d'intervention n'est pas moins grande qu'entre ce dernier et les deux législations précédentes. Le Code de procédure civile italien (livre I, titre IV, chap. L, sect. III) dans son article 201 reconnaît le droit d'intervenir à tout tiers ayant un intérêt dans une cause pendante entre d'autres personnes. Il admet aussi l'appel en garantie ou l'intervention forcée et l'assignation en déclaration de jugement commun (articles 193 et 203 C. proc. civ. italien).

On peut signaler, comme une différence importante entre les deux législations, l'article 205 du Code de procédure civile italien qui reconnaît à l'autorité judiciaire le droit d'ordonner d'office l'intervention d'un tiers.

La jurisprudence italienne donne au terme intérêt de l'article 201 (C. proc. civ. italien) une acception aussi large que celle attribuée à ce même terme par

la jurisprudence française : dans un arrêt du 1^{er} juin 1918, la Cour de Gênes, statuant sur cette question s'est exprimée ainsi : « Peut intervenir dans un procès quiconque y a un intérêt direct ou indirect, non seulement matériel, pécuniaire ou économique, mais aussi simplement moral ou d'honneur, pourvu que l'intérêt soit juridiquement valable; un tel intérêt manque dans le cas où l'intervenant cherche uniquement à constituer un précédent judiciaire conforme à une thèse qu'il soutient » (1).

F. *Droit néerlandais*. — Le Code de procédure civile néerlandais reconnaît le droit d'intervention sous ses deux formes, agressive et conservatoire, à quiconque a un *intérêt* dans un procès pendant entre d'autres parties (art. 285 C. proc. civ. néerlandais). Il qualifie expressément cette procédure de demande « incidente » ou d'un « incident ». Mais, à l'instar du Code de Genève, il permet l'intervention par conclusions prises à l'audience même (art. 286).

Il admet aussi la mise en cause ou l'intervention forcée.

(1) Voici le texte original de cette opinion : « *Puo intervenire in causa chiunque vi abbia un interesse diretto o indiretto non solo materiale, pecuniario o economica, ma anche semplicemente morale o d'onore; pero l'interesse deve essere giuridicamente valutabile; tale non puo essere l'interesse che l'emananda decisione costituisca un precedente giurisprudenziale conforme alla tesi sostenuta dall'interveniente* ». T. Genova, 1^o guigno 1918, Ghersi c. Cons. not. Genova; Temi gen., 1918, 246; Boll opere pie, 1919, 67 : *Codici Barbèra* (Nuova Serie) II. *Codici di Procedura Civile* (Rome 1921), p. 233.

G. *Droit roumain*. — Le Code de procédure civile roumain (amendé en 1900) a consacré un chapitre (chap. XI) à l'intervention. L'article 247 de ce code exige expressément que l'*intérêt* qui peut former une base valable à l'intervention soit « un intérêt légitime, né et actuel ». Ce code n'admet l'intervention agressive qu'en première instance; quant à l'intervention conservatoire, elle est recevable, d'après lui, en tout état de cause, « même devant la Cour de Cassation » (art. 248). Il exige aussi que la demande principale et celle de l'intervenant fassent l'objet d'un seul jugement (art. 251).

H. *Droit scandinave* (Suède). — L'attitude du Droit suédois à l'égard de l'intervention des tiers au procès nous paraît analogue à celle du Droit allemand envers la même institution.

D'après cette législation, une tierce personne peut intervenir dans une contestation judiciaire si elle touche ou concerne ses droits. Le Droit suédois, à l'instar du Droit allemand, distingue l'intervention principale (hauptintervention) et l'intervention accessoire (Nebenintervention) (1).

I. *Droit américain* (Etats-Unis). — Le Droit américain se rapproche infiniment du Droit continental européen en cette matière. D'après les auteurs améri-

(1) V. *Deutsche Ausgabe* (Signatur D. BAND X), p. 14, où l'on peut lire : « Ein dritter darf intervenieren in einem Rechtsstreite, der ihn oder sein Recht betrifft. Das Gesetz erwähnt sowohl Haupt-als auch Neben-intervention ».

cains, l'intervention est la voie de procédure par laquelle une personne ayant un *intérêt* ou un *droit*, qui peut être touché par une contestation pendante à laquelle elle n'a pas été appelée, peut, si elle le désire et avec la permission de la Cour, demander à y participer pour protéger un tel intérêt ou droit. Ce n'est pas une action indépendante mais simplement un incident accessoire de l'action existante (1).

Cette institution, inconnue au « Common Law », fut empruntée par les Cours d'équité (Equity Courts) au « Civil Law », qui n'est autre que le Droit romain (2),

On peut intervenir, soit pour faire prévaloir un intérêt propre contre les deux parties originaires — c'est l'intervention agressive du Droit français, — soit

(1) Voici le texte anglais du *Corpus Juris* du Droit anglo-américain renfermant cette définition (1) : « Intervention is a method of practice by which one having an interest or right, which will be affected by existing litigation to which he has not been made a party, may, if he desires, by leave of court come into that litigation to protect such interest or right... It is not an independent action, but is ancillary and supplemental to the existing litigation ». See, Adler, v. Seaman, 266, Fed. 828, 832. (*Corpus Juris*, volume XXXIII, p. 477, note 30 (b) (1). Cette même note continue ainsi : « Intervention under the statute, therefore, merely results in the addition of a new party or new parties to an original action for the purpose of hearing and determining, at the same time, all conflicting claims which may be made of the subjectmatter in litigation. It was not intended to change the nature and character of the action itself or to stop the machinery of a trial thereof ». Reay v. Butler (Cal) 7, p. 669, 671.

(2) « The practice of interventions, which has grown up in pure equity courts, seems to have borrowed from the civil law. » (2) « It has been said to be unknown to the Common law courts of law and equity ». (*Corpus Juris*, vol. XXXIII, sous Intervention, p. 477, note 30 (a).

pour soutenir l'une ou l'autre de ces dernières — c'est l'intervention conservatoire du Droit français. — Mais il faut toujours un rapport de connexité entre l'objet de l'intervention et la demande principale (1).

Les demandes reconventionnelles (counter claims) et l'intervention forcée (third parties) sont admises en Droit américain.

J. *Droit canadien* (Province de Québec). — Le Code de procédure civile de la Province de Québec, dans son chapitre XVII^e sur les incidents, consacre la section II^e à l'intervention. L'article 220 de ce code prescrit que « celui qui a intérêt dans un procès survenu entre d'autres parties, peut y intervenir en tout temps avant jugement » (art. 220 C. proc. civ. de la Province de Québec). Ce code procède ensuite à réglementer la procédure de l'intervention de façon à ce qu'elle ne retarde pas inutilement le jugement de la demande principale (articles 221 et suiv. C. proc. civ. de Québec).

K. *Droit égyptien* (législation des Tribunaux mixtes d'Egypte). — Avant de quitter le terrain des législations plus ou moins conformes au Droit français en matière d'intervention, nous croyons utile d'exposer l'attitude du Code de procédure civile mixte à l'égard

(1) « The intervention is made either for the purpose of being joined to the plaintiff, and to claim the something he does, or some other thing *connected with it*; or to join the defendant and with him to oppose the claim of the plaintiff, which it is his interest to defeat ». (Bouvier L. D.) (*Law Dictionary*), opinion citée dans le *Corpus Juris*, vol. XXXIII, sous Intervention, p. 477, en note.

de cette institution. En effet, la tendance de ce code a pour notre étude une signification particulièrement importante. C'est une législation semi-internationale, qui fut agréée par plus de quinze Etats, parmi lesquels figurent la presque totalité des Grandes Puissances. Elle a été appliquée depuis plus de cinquante ans par des magistrats représentant la plupart des courants juridiques qui se partagent le monde et dans des litiges entre personnes de toutes les nationalités. Sans posséder un caractère international proprement dit, cette législation ne constitue pas moins une expression remarquable de la tendance juridique internationale, surtout dans une matière, telle que l'intervention, dont la réglementation a échappé à toute influence purement locale.

Le Code de procédure civile mixte consacre, dans la section sur les incidents (titre I^{er}, chap. X, sect. IV), deux articles (art. 338 et 339) à l'intervention. D'après l'article 338 de ce code « les tiers auxquels le jugement à intervenir dans une instance engagée en tout état de cause, par citation ou par conclusions prises à l'audience, mais sans retard pour le jugement de l'affaire principale ». Le préjudice dont parle cet article est interprété dans la pratique d'une manière qui le rapproche singulièrement de *l'intérêt* du Droit français. En effet, toute atteinte à un intérêt, de quelque nature qu'il soit, constitue en même temps un préjudice, et avec l'expression « pourrait préjudicier », un intérêt futur, conditionnel ou même éventuel, peut justifier

suffisamment, d'après cet article, l'intervention des tiers dans un procès.

Le Code de procédure civile mixte admet aussi l'intervention forcée et l'assignation en déclaration de jugement commun (articles 156 à 164).

L. *Droit anglais*. — L'intervention existe-t-elle en Droit anglais? Le mot lui-même nous paraît presque inconnu de la terminologie de la procédure anglaise. Si l'on se reporte aux répertoires du Droit anglais, on ne trouve généralement sous le mot *intervention* que des explications concernant l'intervention diplomatique (1). Néanmoins, on peut affirmer que l'institution qui nous occupe n'est pas étrangère au Droit anglais. En effet, dans la 28^e séance du Comité consultatif de juristes de La Haye, Lord Phillimore, le jurisconsulte anglais, fut le premier à parler de l'intervention en droit interne et, comme nous l'avons déjà signalé au commencement de ce travail, il a exposé l'institution de l'intervention dans le Droit anglais, soulignant particulièrement « le fait qu'en Angleterre un intervenant peut s'associer seulement à la partie défenderesse » (2).

Il est un point sur lequel il n'y a pas de doute possible, c'est qu'en Droit anglais, l'intervention forcée est admise. Elle prend dans la procédure anglaise le nom de « *third party procedure* » (3). Elle est ouverte

(1) V. *Encyclopedia of the Laws of England*, sous le mot « *intervention* ».

(2) V. *Procès-verbaux des séances du Comité consultatif de juristes*, 28^e séance, p. 587 et suiv.

(3) V. HALSBURY, *The Laws of England*, t. XXIII, p. 162, n° 288 et suiv.

à tout défendeur qui prétend être en droit de demander une contribution à la condamnation ou des dommages-intérêts basés sur l'action principale à une personne qui n'est pas partie à cette action. La mise en cause du tiers ne peut avoir lieu qu'avec la permission du tribunal. Ce tiers doit répondre à l'appel en cause dans la huitaine, faute de quoi il serait censé adhérer à tout jugement rendu contre le défendeur et admettre sa propre responsabilité pour supporter, en tout ou en partie, la condamnation de ce dernier ainsi que tous dommages-intérêts lui adjugés par le jugement.

Le Droit anglais admet qu'un tiers appelé en cause fasse des demandes reconventionnelles (*counter claims*) et qu'il appelle, à son tour, une quatrième partie (*fourth party*) en cause, si le tribunal le lui permet.

Quant à l'intervention volontaire, il nous paraît qu'elle existe en Droit anglais sous le nom de « *joinder of parties* ». Il est vrai que le « *joinder of parties* » ne correspond pas exactement à l'institution de l'intervention telle qu'elle existe dans les législations que nous avons énumérées plus haut, mais il tient à la fois de l'institution des consorts au procès du Droit allemand (articles 56 et suiv. du Code de procédure civile allemand) et de l'intervention proprement dite. En effet, avec l'institution de « *joinder of parties* » toute personne ayant un droit ou une obligation connexe à la demande peut être adjointe respectivement au demandeur ou au défendeur, non seulement au moment de l'introduction, mais aussi au cours même de l'instance. Pour plus de clarté, nous allons distinguer

deux cas de « *joinder of parties* » en les rapprochant de l'intervention sous ses deux aspects : conservatoire et agressive.

1° *Cas se rapprochant de l'intervention conservatoire.* — On reconnaît en Droit anglais aux juges le droit d'adjoindre aux parties *en tout état de cause* (at any stage of the proceedings), un nouveau plaideur, soit comme demandeur, soit comme défendeur. Mais, tandis qu'une personne ne peut jamais être contrainte à joindre les parties au procès en qualité de demanderesse, la Cour peut ordonner l'adjonction d'un tiers comme défendeur avec ou sans le consentement préalable de celui-ci. Celui qui refuse d'être adjoint aux parties comme demandeur peut, si sa présence aux débats est jugée nécessaire à la solution du litige, être adjoint comme défendeur.

Il faut remarquer que le Droit anglais impose aux codemandeurs d'agir ensemble, assistés du même avoué (solicitor) et des mêmes avocats (one set of counsel). Ceci les oblige de s'entr'aider et de ne rien faire qui pourrait rendre impossible une action commune ou une collaboration entre eux. Les codéfendeurs, au contraire, peuvent agir séparément, chacun assisté de ses propres défenseurs.

2° *Cas se rapprochant de l'intervention agressive.* — Le fait qu'un tiers ne pourrait être adjoint comme codemandeur que s'il faisait cause commune avec le ou les demandeurs originaires rend impossible l'intervention agressive en qualité de demandeur. Celui qui

a des intérêts ou des droits propres à faire valoir dans un procès contre les deux parties en litige ne peut y intervenir que comme défendeur. Il ne sera pas, en ce cas, moins favorisé que s'il était demandeur : il aura le droit de faire des demandes reconventionnelles (*counter claims*) contre les demandeurs et des demandes contre les codéfendeurs. De son côté, la Cour, qui ne peut pas connaître d'un différend entre code-mandeurs pendant l'instance dirigée contre les défendeurs, pourra toujours, au contraire, se prononcer à la fois sur les litiges connexes au procès survenus entre codéfendeurs, sur les demandes reconventionnelles de ceux-ci et sur la demande principale.

Remarquons enfin, qu'à l'instar du Droit italien, le Droit anglais reconnaît aux magistrats la faculté d'adjoindre d'office un défendeur dont la présence aux débats est jugée nécessaire, mais la non-jonction ou la jonction mal fondée d'une partie n'est pas une cause de nullité (1).

(1) V. HALSBURY, *The Laws of England*, vol. XXIII, pp. 104 et suiv., n° 183 et suiv., notamment, note (1), sous le n° 183 et note (o) sous n° 185.

CHAPITRE II

Historique de l'évolution de l'intervention devant la justice internationale

L'institution de l'intervention qui paraît éminemment favorable et tellement naturelle qu'elle se trouve consacrée par tant de législations internes, n'a pas été toujours accueillie avec la même faveur en droit international. Son évolution sur ce terrain a subi pendant longtemps l'influence de la nature de la justice internationale elle-même. On était plus ou moins disposé à la reconnaître selon que l'on penchait à la justice obligatoire ou à la justice facultative.

On peut ramener à trois périodes qui marquent les phases de l'évolution de l'intervention devant la justice internationale :

1° L'intervention d'après le projet de règlement de l'Institut de droit international de 1875 ;

2° L'intervention d'après les Conventions de la Paix de La Haye de 1899 et de 1907 ;

3° L'intervention d'après le statut de la Cour permanente de justice internationale.

Nous allons étudier successivement chacune de ces phases.

SECTION I

**L'intervention d'après le projet de règlement
de l'Institut de droit international de 1875**

Le premier document de caractère international où fut envisagée la question de l'intervention est, à notre connaissance, le projet de règlement pour la procédure arbitrale internationale adopté par l'Institut de droit international le 28 août 1875.

L'article 16 de ce projet édicte à cet égard des règles qui nous paraissent comme une sorte de condamnation prononcée contre l'intervention telle qu'elle existe en droit interne. Cet article envisage, en premier lieu, l'intervention forcée ou mise en cause d'un tiers, qu'il subordonne à trois conditions : 1° au consentement de chacune des parties originaires qui ont conclu le compromis d'arbitrage ; 2° à une autorisation spéciale donnée par les parties originaires à cet effet aux arbitres et consignée dans le compromis ; et enfin, 3° au consentement préalable du tiers à appeler en cause. Il envisage, en second lieu, l'intervention volontaire ou spontanée dont il soumet l'admissibilité au consentement des parties qui ont conclu le compromis, sans toutefois exiger une autorisation formelle aux arbitres à cet égard (1).

(1) Voici le texte de cet article : « Ni les parties, ni les arbitres ne peuvent d'office mettre en cause d'autres Etats ou des tierces personnes quelconques, sauf autorisation spéciale exprimée dans le compromis et consentement préalable des tiers.

Ces conditions sont absolument incompatibles avec la nature de l'intervention, volontaire ou forcée, telle qu'on la conçoit en droit interne. Nous ne connaissons pas une seule législation interne qui demanderait au défendeur son avis favorable pour pouvoir l'entraîner ensuite devant ses juges. La justice interne s'impose par la force de la loi. Elle est un attribut de la souveraineté qui l'exerce en faveur ou à l'encontre de tous ceux qui en dépendent. Elle est, en un mot, essentiellement obligatoire.

Ce n'est pas par esprit d'hostilité envers l'institution de l'intervention que le projet de l'Institut l'entoure de ces conditions qui la dénaturent. Les mobiles qui ont dicté à la savante association la disposition de l'article 16 s'expliquent par son juste souci de ménager la susceptibilité des Puissances, excessivement réfractaires à cette époque à l'idée d'une justice obligatoire. Le projet, tout en souhaitant dans son préambule le progrès de l'arbitrage, laisse tout dépendre de la volonté des parties. Il n'y a pas de souveraineté au-dessus des Etats indépendants qui pourrait leur imposer une justice commune. Tout Etat était donc libre de choisir ses juges, ses lois et ses adversaires ou ses partisans en justice. Si la possibilité ou l'admissibilité de l'intervention était soumise dans ce projet au consentement de toutes les

« L'intervention spontanée d'un tiers n'est admissible qu'avec le consentement des parties qui ont conclu le compromis ». (Art. 16 du projet de règlement pour la procédure arbitrale internationale adopté par l'Institut de droit international, voir POLITIS, *La Justice Internationale*, annexe I, p. 263).

parties intéressées, c'est que la justice internationale elle-même dépendait entièrement de ce consentement : elle était essentiellement facultative.

Le projet de l'Institut n'a recueilli l'adhésion d'aucune Puissance, et l'accueil qui lui fut réservé par la jurisprudence internationale, au moins en ce qui concerne l'intervention, nous laisse peu convaincu de la valeur de l'article 16 comme l'expression de la doctrine internationale. La question de l'intervention fut soulevée devant le Tribunal arbitral franco-chilien qui, pour la résoudre, devait se prononcer sur la valeur et l'applicabilité de l'article 16 du projet de l'Institut ; il s'est exprimé à cet égard sur les conclusions tendant à l'éconduction d'instance de la Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, en ces termes :

Attendu que la Société Générale demande qu'il lui soit donné acte qu'elle intervient devant le Tribunal Arbitral en sa qualité d'ayant droit pour partie sur toutes les sommes pouvant revenir à la Maison Dreyfus, à raison de son contrat d'achat de deux millions de tonnes de guano avec le Gouvernement du Pérou, et conclut à ce que toutes les conclusions, tant principales que préjudicielles, prises par la Maison Dreyfus devant le Tribunal Arbitral, lui soient adjugées ; Que Dreyfus Frères et C^{ie} déclarent admettre tous les allégués et toutes les conclusions de la Société Générale ; que la Société Générale s'estime en droit d'intervenir comme partie principale au procès ; mais que la teneur même des conclusions de la Société

manifeste qu'elle se présente, en réalité, non comme partie principale, mais simplement comme intervenante, puisqu'elle ne prétend pas pour elle-même un droit sur le dépôt et qu'elle se borne à conclure en faveur de Dreyfus Frères et C^{ie} ;

Attendu que l'éconduction d'instance de la Société Générale est demandée par le motif que celle-ci n'a pas traité avec le Pérou, et n'est pas créancière de cet Etat ; mais que cette circonstance ne démontre pas l'irrecevabilité de la Société en tant qu'intervenante ;

Attendu que les règles ordinaires relatives à l'intervention en matière d'Arbitrage international, d'après lesquelles « l'intervention spontanée d'un tiers n'est admissible qu'avec le consentement des Parties qui ont conclu le Compromis » (Règlement proposé par l'Institut de droit international, art. 16, paragr. 268) indépendamment du fait qu'elles n'ont été acceptées par aucun Etat et n'ont, en conséquence, aucun caractère obligatoire pour le Tribunal de céans, sont sans application en l'espèce ; qu'en effet, ces règles ont prévu le cas plus fréquent, où les Parties qui conviennent de soumettre un litige aux Arbitres sont en même temps celles entre lesquelles la contestation est née, tandis que le Tribunal franco-chilien a été institué par le Chili, la France et la Grande-Bretagne, avec l'adhésion du Pérou, pour permettre à *des Tiers*, savoir aux créanciers du Pérou garantis par le guano, de faire valoir leurs prétentions respectives aux sommes déposées et à déposer par le Chili.

Attendu qu'il n'existe pas de principes généraux

absolus en matière d'intervention ; que certaines lois de procédure subordonnent la régularité de l'intervention à la condition que l'intervenant justifie d'un intérêt juridique à la solution du procès, tandis que d'autres, le Code de procédure français notamment, laissent au juge les pouvoirs d'appréciation les plus étendus, et sont interprétées par la jurisprudence en ce sens que l'existence d'un intérêt matériel et de fait, ou même d'un intérêt purement moral, est une cause suffisante de recevabilité (GARSONNET, *Traité de procédure*, t. II, paragr. 384 ; — CARRÉ et CHAUVEAU, *Lois de procédure*, 5^e édition, t. III, n° 1270) ;

.....

Qu'à ce point de vue la Société Générale justifie d'un intérêt matériel incontestable à l'issue du procès soutenu par Dreyfus Frères et C^{ie} ; que d'autre part, l'intervention n'a eu pour effet ni de prolonger l'instruction du procès, ni de porter d'une façon quelconque atteinte aux droits des autres Parties ; qu'ainsi le Tribunal n'avait aucune raison de prononcer l'éconduction d'instance de la Société Générale (*Recueil international des Traités du xx^e siècle*, le Baron DESCAMPS et Louis RENAULT, année 1901 ; *Décision du Tribunal Arbitral franco-chilien*, 8 janvier 1901, p. 364).

Ce jugement distingue entre deux situations : 1° le cas où deux Etats créent un Tribunal arbitral pour résoudre un différend survenu uniquement entre eux ; 2° le cas où plusieurs Etats instituent un Tribunal arbitral pour liquider un litige ou une série de

litiges les concernant. Sans se prononcer expressément sur le premier cas, le tribunal nous paraît hésiter beaucoup d'en exclure l'intervention qu'il admet pleinement dans le deuxième cas. Il est vrai que l'intervenant dans cette espèce n'était qu'une société privée, mais la sentence n'indique pas moins le point de vue du Tribunal en matière d'intervention en général et la position prise par lui à l'égard de l'article 16 du projet de l'Institut.

SECTION II

L'intervention d'après les Conventions de la Paix de La Haye (de 1899 et de 1907)

Avec la première Convention de la Paix de 1899 l'intervention devant la justice internationale fait un progrès remarquable. Tout en laissant la justice arbitrale en principe facultative, cette convention loin de reprendre le texte de l'article 16 du projet de l'Institut, elle y a apporté une dérogation importante. En effet, l'article 56 de cette convention reconnaît formellement aux Etats tiers, lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ils ont participé, le droit d'intervenir dans l'instance liée entre d'autres Etats ayant souscrit la même convention (1).

(1) Article 56 de la Convention de 1899 :

« La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties qui ont conclu le compromis.

Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à

Dans le rapport de la troisième Commission à la Conférence de La Haye de 1899, le rapporteur, M. le Baron Descamps, dit à propos de l'article 56 de la Convention : « La disposition renfermée dans l'article 56 est due à l'initiative de M. Asser (le jurisconsulte néerlandais).

« Une question d'interprétation peut surgir entre deux Puissances à propos d'une convention à laquelle ont participé d'autres Puissances. Lorsqu'il s'agit des conventions appelées « Unions universelles », les Parties en litige ne représentent ordinairement qu'une très faible partie des contractants.

« M. Asser a estimé qu'il était important de prévoir la notification du compromis par les Parties en litige aux autres Puissances, afin de mettre celles-ci en mesure d'intervenir au procès.

« Lorsqu'elles usent de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence devient également obligatoire pour elles. M. Asser a formulé une proposition dans ce sens. Elle a été unanimement adoptée (1) ».

Le texte de l'article 56 de la Convention de 1899 fut

laquelle ont participé d'autres Puissances que les parties en litige, celles-ci notifient aux premières le compromis qu'elles ont conclu. Chacune de ces Puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard. (Conférence internationale de la Paix, La Haye, 18 mai-29 juillet 1899, *Actes et Documents*, p. 232).

(1) V. Rapports faits aux Conférences de la Haye de 1899 et 1907, avec une introduction de James Brown Scott, p. 87, sous l'art. 56 de la Convention de 1899 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

repris, avec une légère modification, par la deuxième Conférence internationale de la Paix et incorporé dans la Convention de la Haye de 1907 (article 84). A cet égard, M. le Baron Guillaume, dans son rapport à la Conférence, dit : « L'article 56 n'a pas été modifié dans son essence ; il a subi seulement de légères transformations de forme, motivées par le fait qu'il peut y avoir arbitrage sans compromis. Il se présente donc sous la forme suivante :

« Article 84 de la Convention de 1907 : La sentence arbitrale n'est obligatoire que pour les parties en litige.

« Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une Convention à laquelle ont participé d'autres puissances que les parties en litige, celles-ci avertissent en temps utile toutes les puissances signataires. Chacune de ces puissances a le droit d'intervenir au procès. Si une ou plusieurs d'entre elles ont profité de cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à leur égard (1) ».

Le commentaire complet de ce texte étant réservé à un autre chapitre, nous nous bornons ici à signaler le progrès qu'a atteint l'intervention sous le régime de la Convention de 1907 : les tiers, dans le cas spécial de l'article 84 de cette Convention, n'ont plus besoin pour intervenir d'obtenir le consentement des parties originaires. C'est un progrès remarquable sur

(1) V. *Actes et Documents*, Deuxième Conférence internationale de la Paix, t. I, p. 439.

la disposition prohibitive de l'article 16 du projet de l'Institut de droit international.

A part le cas de l'interprétation d'une convention collective, l'intervention est restée après la Conférence de La Haye de 1907 dans le même état où elle était avant la Conférence de 1899.

SECTION III

L'intervention d'après le statut de la Cour permanente de justice internationale

On sait que l'élaboration du statut de la Cour permanente de justice internationale fut confiée par le Conseil de la Société des Nations à un Comité de juristes choisis parmi les plus éminents jurisconsultes des principaux Etats victorieux de la Grande Guerre et de plusieurs pays neutres.

Ce Comité s'est réuni à La Haye du 16 juin jusqu'au 24 juillet 1920. Pour faciliter sa tâche, on lui communiqua toute une littérature de projets d'institution et d'organisation d'une cour internationale conçus et préparés par diverses Puissances, parmi lesquels on peut citer : le projet des trois pays scandinaves, élaboré par les trois Comités nommés respectivement par les gouvernements de Danemark, de Norvège et de Suède (1) ; le projet des cinq Puissances neutres,

(1) V. Documents présentés au Comité de Juristes de la Haye, pp. 168 et suiv.

élaboré par une Conférence du Danemark, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Suède et de la Suisse (1) ; le projet néerlandais (2) et un memorandum du Secrétariat de la Société des Nations avec annexes contenant divers documents, la Convention relative à l'institution d'une Cour de justice de l'Amérique Centrale, etc., etc... (3).

Animé du désir noble de voir disparaître à jamais l'ombre affreuse de la guerre, ce Comité a cru devoir innover en matière de justice internationale. Malheureusement, certaines de ses innovations, notamment l'institution de la justice obligatoire uniquement en vertu de l'adhésion au statut de la Cour, furent repoussées par le Conseil de la Société des Nations. Mais, d'autres, d'une importance capitale, furent adoptées et définitivement incorporées dans le texte du statut. Parmi ces dernières, et non la moins importante, figure l'intervention des tiers devant la Cour. Deux articles du statut, les articles 62 et 63, furent consacrés à cette matière.

Pour étudier ces articles, il ne sera pas inutile de passer en revue les conditions dans lesquelles ils furent élaborés.

Avant d'aborder la question de l'intervention, le Comité de juristes de La Haye s'était déjà prononcé

(1) V. Documents présentés au Comité de Juristes de la Haye, pp. 300 et suiv. avec annexe.

(2) V. Documents présentés au Comité de Juristes de la Haye, pp. 278 et suiv.

(3) V. Documents présentés au Comité de Juristes de la Haye, pp. 140 et suiv.

dans sa 10^e séance, en faveur de la compétence obligatoire de la Cour, sans convention spéciale, dans les différends d'ordre juridique, qui surgissent entre Etats membres de la Société des Nations et qui ont pour objet :

- a) l'interprétation d'un traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait, qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international ;
- e) l'interprétation d'une sentence rendue par la Cour.

Le Comité a reconnu aussi à la Cour la compétence de connaître de tous différends, de quelque nature qu'ils soient, qui lui seraient soumis par la convention soit générale, soit spéciale des parties. Enfin, il lui a reconnu le droit de décider si un différend rentre ou non dans sa compétence telle qu'elle vient d'être tracée (1).

Cette innovation capitale recueillit l'approbation de la grande majorité des membres du Comité. Seul, M. Ricci-Busatti, le jurisconsulte italien, lui refusa son adhésion et insista pour que sa dissidence fût enregistrée dans le rapport que le Comité devait envoyer au Conseil de la Société des Nations. En adoptant le principe de la justice obligatoire, le

(1) V. art. 34 de l'avant-projet de statut. *Procès-verbaux des séances du Comité de juristes de la Haye*, p. 727.

Comité donna à l'organisation internationale qu'il préparait l'attribut le plus caractéristique de la justice interne et, c'est dans cet esprit qu'il continua ses travaux.

Ceci dit, occupons-nous maintenant de l'élaboration des textes concernant l'intervention. C'est dans la 28^e séance du Comité de juristes de La Haye que la question de l'intervention fut débattue.

La discussion s'ouvre par une remarque de Lord Phillimore qui veut que le droit d'intervention soit admis dans une mesure plus large que cela n'a été fait dans l'article 23 (qui correspond à l'article 63 actuel du statut), lequel parlait seulement de traités généraux. Ensuite, il expose l'institution de l'intervention dans le droit anglais. Il souligne particulièrement le fait qu'en Angleterre un intervenant peut s'associer seulement à la partie défenderesse.

M. Lodr, le jurisconsulte néerlandais, donne ensuite des explications sur l'intervention dans le droit de son pays.

Jusqu'ici, le seul texte soumis à l'appréciation du Comité concernant l'intervention était la disposition du futur article 63 du Statut. Mais le Président, M. le Baron Descamps, remarque que ce cas n'était qu'une extension de la notion de la chose jugée et il fait ressortir l'autre aspect de l'institution : l'intervention du chef d'un intérêt né.

A cet égard, M. Fernandes, le jurisconsulte brésilien, propose une formule d'après laquelle le droit d'intervention doit être reconnu « aux Etats ayant un

intérêt légitime, soit d'assister une des parties en cause, en raison d'un droit conjoint, soit pour exclure le demandeur ou le défendeur ». Cette proposition donne à l'intervention un champ d'action aussi vaste que celui que lui reconnaît généralement la plus libérale des législations internes.

M. Hagerup, le jurisconsulte norvégien, propose à son tour la formule de l'article 31 du projet des trois pays scandinaves aux termes duquel « lorsqu'une affaire soumise à la Cour porte sur l'interprétation d'une convention internationale générale ou universelle, ou si elle concerne d'une autre manière les intérêts d'un Etat tiers, ce dernier aura le droit d'intervenir dans l'affaire. Les Etats tiers doivent être avertis par la partie qui a intenté l'affaire (1) ». Arrêtons-nous un peu pour examiner ce texte. Tout d'abord, il accorde le droit d'intervention à *tout Etat tiers ayant un intérêt dans l'affaire soumise à la Cour*, sans distinction entre les Membres de la Société des Nations et les non-membres de cet organisme, ni entre « l'intérêt » simple et ce que l'on s'est plu d'appeler plus tard « l'intérêt d'ordre juridique ». De plus, il ne distingue pas entre la nature de l'intervention quand il s'agit de l'interprétation d'un traité collectif et de celle basée sur un intérêt dans le litige; il accorde le même droit d'intervenir dans les deux cas, sans laisser aux juges un droit d'appréciation plus grand dans l'un que dans l'autre.

Le Comité procède ensuite au vote du texte con-

(1) Voir Documents présentés au Comité, p. 180.

cernant l'intervention en cas d'interprétation d'un traité collectif et l'adopte à l'unanimité. Ce texte, dont la rédaction est particulièrement inspirée par l'article 84 de la Convention de 1907, forme l'article 63 actuel du Statut.

Mais tout le monde était d'accord qu'il fallait ajouter une disposition reconnaissant le droit d'intervention aux tiers dans des cas autres que celui de l'article adopté. Celui-même qui s'était déclaré formellement opposé au principe de la compétence obligatoire de la Cour, nous voulons dire M. Ricci Busatti, n'a pas soulevé la moindre objection à cet égard. Il fallait seulement trouver le texte qui convint. M. Loder proposa l'article 48 du projet des Cinq Puissances neutres aux termes duquel : « Lorsqu'un différend soumis à la Cour touche les intérêts d'un Etat tiers, celui-ci a le droit d'intervenir au procès (1) ». Remarquons que le projet des Cinq Puissances admet le principe de la compétence obligatoire de la Cour tel qu'il était consacré par l'article 34 de l'avant-projet du statut.

Lord Phillimore proposa la formule suivante : « Lorsqu'un Etat tiers pense qu'un différend soumis à la Cour touche ses intérêts, cet Etat peut former une requête d'être admis à l'intervention et la Cour, si bon lui semble, l'accordera ». Ce texte diffère sensiblement de celui proposé par M. Loder : tout en reconnaissant aux tiers un droit d'intervenir dans la même mesure que celle préconisée par M. Loder, il donne, par contre, aux juges un pouvoir discrétionnaire illimité pour

(1) Voir Documents présentés au Comité, pp. 300 et suiv,

apprécier l'admissibilité de l'intervention. On retrouve ici l'esprit général du Droit anglais qui laisse au juge une liberté d'action souvent plus grande que celle qu'accordent ordinairement les législations continentales à leurs juges.

Jusqu'ici toutes les formules proposées donnent pour base à l'intervention un « *intérêt* » ou « le fait qu'un différend *touche un intérêt* ». C'est une notion simple et très facile à déterminer. Mais voici M. Fernandes qui « voudrait qu'on fît dépendre le droit d'intervention de certaines conditions : par exemple, il faudrait indiquer que les intérêts en jeu doivent être des intérêts légitimes ». Cette remarque du juriste brésilien a suffi pour déclencher la question épineuse de la nature de l'intérêt nécessaire pour justifier l'intervention. M. le Baron Descamps propose alors une formule qui adopte un critérium entièrement différent de ceux déjà proposés : il veut que le texte consacrant l'intervention soit ainsi conçu : « Lorsqu'un Etat estime que dans un différend il peut être porté atteinte à ses *droits*, cet Etat peut adresser à la Cour une requête à fin d'intervention, et la Cour peut y donner satisfaction... » Nous voilà portés du terrain de l'*intérêt* sur un terrain beaucoup plus restreint : celui du *droit*. La notion du droit n'a rien de la souplesse de celle de l'intérêt, elle est bien plus rigide ; mais toutes deux ont un trait commun : la précision. En effet, le domaine de l'intérêt est aussi facile à déterminer que le domaine du droit : l'intérêt d'un Etat est tout ce qui importe à son utilité ; le droit

d'un Etat est la faculté reconnue par les conventions ou les coutumes internationales qu'il a de faire un acte, de jouir d'une chose, d'en disposer ou d'exiger quelque chose d'une personne ou d'un autre Etat.

Chacune de ces deux notions, l'intérêt et le droit, pouvait sans qu'il en résulte aucun embarras dans la pratique, servir de base à l'intervention, et le Comité pouvait choisir l'une aussi bien que l'autre. M. Adatci, le jurisconsulte japonais, s'est prononcé pour la notion de l'intérêt ; il voulait remplacer, dans le texte du Président, le mot « droit » par le mot « intérêt ». En présence de ces deux tendances, il n'y avait, croyons-nous, qu'une seule chose à faire : c'était de soumettre au vote le choix entre « l'intérêt » et le « droit ». A cette solution nette, on a préféré une transaction qui, comme on le verra plus loin, va jeter un véritable désarroi dans cette matière. M. le Baron Descamps proposa une nouvelle formule ainsi conçue : « Lorsqu'un Etat estime que dans un différend un « *intérêt d'ordre juridique* » est pour lui en cause, il peut adresser à la Cour une requête, afin d'intervention. La Cour décide ». Par ce texte on a voulu unir le *droit* et l'*intérêt* ; malheureusement, de cette union ne pouvait naître qu'un monstre presque indéfinissable : l'intérêt d'ordre juridique. Vainement des voix se sont élevées contre cette formule hybride. Vainement M. de Lapradelle proposa de lui substituer l'adoucissement suivant : « Lorsqu'un Etat estime que ses *intérêts légitimes* sont mis en péril par... » L'intérêt légitime n'est, au fond qu'un intérêt : tout

intérêt illégitime devant être exclu, en droit international comme en droit interne, des relations juridiques. Mais le désir de contenter tout le monde l'a emporté sur la précision et la clarté scientifique, et le texte proposé par le Président fut, enfin, adopté ; il forme l'article 62 actuel du statut.

CHAPITRE III

L'article 62 du Statut de la Cour permanente de justice internationale

L'article 62 du statut consacre dans la procédure de la Cour permanente de justice internationale une institution analogue à ce que l'on appelle en droit interne « l'intervention volontaire ». Etant donnée la ressemblance qui existe entre les deux institutions, nous allons adopter pour l'examen de l'intervention devant la Cour internationale le même ordre que nous avons suivi dans l'étude de la même institution en droit interne, notamment en Droit français.

Nous allons d'abord examiner la nature et les caractères de l'intervention devant la Cour permanente de justice internationale ; puis, nous étudierons les conditions requises pour intervenir, la forme, la procédure et, enfin, les effets de l'intervention devant cette Cour.

SECTION I

**Nature et caractères
de l'intervention devant la Cour permanente
de justice internationale**

On peut définir l'intervention d'après l'article 62 du statut, ainsi : C'est l'acte par lequel un Etat tiers, au cours d'une instance liée entre d'autres Etats, s'y présente en vue d'y défendre un intérêt d'ordre juridique.

D'après cette définition l'intervention ne peut avoir lieu que s'il y a déjà devant la Cour une contestation judiciaire et que si cette dernière est encore valable et pendante au moment de l'intervention. Il s'ensuit que l'intervention est, comme en droit interne, un incident qui surgit dans une procédure principale dont il reste l'accessoire. Le caractère incident de l'intervention devant la Cour de justice internationale ne peut faire l'objet d'aucun doute ; il est expressément signalé dans l'article 59 du Règlement de la Cour (texte amendé le 31 juillet 1926) qui, en parlant de l'intervention, la qualifie ainsi : « A cet effet, l'incident est inscrit à l'ordre du jour d'une audience... etc... » C'est un point sur l'importance duquel on ne saurait trop insister. Tout d'abord, il en découle pour l'intervention devant la Cour de justice internationale les mêmes conséquences que nous avons déjà signalées à propos de l'intervention en

Droit français (1). Ensuite, et c'est ici que le caractère incident de l'intervention joue son rôle capital en cette matière, il en résulte que l'intervention ne doit pas être nécessairement soumise aux mêmes conditions que la demande principale. Nous avons déjà signalé, à propos de l'intervention en droit interne, des cas où la demande en intervention pouvait être portée devant un tribunal qui aurait été incompétent d'en connaître si elle lui était soumise par voie principale. Cette dérogation aux règles de la compétence en faveur de l'intervention se rencontre-t-elle dans la procédure de la Cour permanente de justice internationale ? Autrement dit, faut-il, devant cette Cour, que la demande en intervention soit soumise aux mêmes règles de compétence que l'action principale ? Cette question a soulevé devant la Cour, dans sa session préliminaire consacrée à l'élaboration du Règlement, une grande controverse qui n'a abouti à aucun résultat positif, mais qui va nous aider beaucoup à trouver la solution qui, à notre avis, peut être donnée à ce problème.

Avant d'aborder le fond de la question, il sera utile de rappeler ici les amendements que le Conseil de la Société des Nations a introduits au projet de Statut élaboré par le Comité des Juristes de La Haye.

Nous savons que les juristes de La Haye ont adopté pour la Cour internationale le principe de la compétence obligatoire entre les Etats membres de la Société des Nations pour tout différend d'ordre juridique

(1) V. pour ces conséquences, *supra*, Chap. I, Sect. II.

ayant pour objet l'une des matières énumérées dans l'article 34 de l'avant-projet. Ils ont adopté le principe de la compétence facultative pour « tous différends, de quelque nature qu'ils soient ». Le Conseil de la Société des Nations n'a pas cru opportun de soumettre à l'approbation de l'Assemblée le texte de l'article 34 de l'avant-projet et a pris lui-même l'initiative de l'amender dans sa forme actuelle qui fait l'objet des articles 34, 35 et 36 du Statut de la Cour (1).

(1) Voici le texte de ces articles du Statut :

Article 34 : « Seuls les Etats ou les Membres de la Société des Nations ont qualité pour se présenter devant la Cour ».

Article 35 : « La Cour est ouverte aux Membres de la Société des Nations, ainsi qu'aux Etats mentionnés à l'Annexe du Pacte.

Les conditions auxquelles elle est ouverte aux autres Etats sont, sous réserve des dispositions particulières des traités en vigueur, réglées par le Conseil, et dans tous les cas, sans qu'il puisse en résulter pour les parties aucune inégalité devant la Cour.

Lorsqu'un Etat, qui n'est pas Membre de la Société des Nations, est partie en cause, la Cour fixera la contribution aux frais de la Cour, que cette partie devra supporter ».

Article 36 : « La compétence de la Cour s'étend à toutes affaires que les parties lui soumettront, ainsi qu'à tous les cas spécialement prévus dans les traités et conventions en vigueur.

Les Membres de la Société et Etats mentionnés à l'Annexe au Pacte pourront, soit lors de la signature ou de la ratification du Protocole, auquel le présent acte est joint, soit ultérieurement, déclarer reconnaître dès à présent comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur toutes ou quelques-unes des catégories de différends d'ordre juridique ayant pour objet :

a) L'interprétation d'un traité.

b) Tout point de droit international.

Ces articles consacrent, en principe, la compétence facultative de la Cour, tout en laissant aux Etats la faculté de se soumettre, conditionnellement ou sans condition, à la compétence obligatoire.

Le Conseil de la Société des Nations, par contre, n'a pas songé à introduire des restrictions, ni des limitations au droit d'intervention. Les Membres du Conseil qui étaient les plus opposés au principe de la compétence obligatoire — les délégués de l'Angleterre et de l'Italie — voulaient, au contraire, étendre le droit d'intervention à des cas qui n'étaient pas prévus par les juristes de La Haye. En effet, l'Angleterre (M. Balfour) voulait accorder le droit d'intervention à tout Etat qui désirerait exercer une influence sur le développement du droit international dans une voie qui lui est particulièrement chère. L'Italie voulait, de son côté, reconnaître au Bureau International de Travail, ainsi qu'aux autres organes institués au sein de la Société des Nations et au Secrétaire Général de cette dernière la faculté d'intervenir devant la Cour, dans les mêmes formes et aux mêmes fins que le Ministère Public devant les Cours Nationales de chaque pays (1).

c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international.

d) La nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

La déclaration ci-dessus visée pourra être faite, purement et simplement ou sous condition de réciprocité de la part de plusieurs ou de certains Membres ou Etats, ou pour un délai déterminé.

En cas de contestation sur le point de savoir si la Cour est compétente, la Cour décide. »

(1) V. Documents, Société des Nations, Cour permanente de justice internationale, Amendements proposés à l'avant-projet

Nous verrons plus loin le sort de ces propositions, mais ce qu'il nous importe de signaler ici, ce sont les deux tendances opposées qui se rencontrent chez les Membres du Conseil à l'égard, d'un côté, de la compétence obligatoire, et de l'autre, du droit d'intervention. Loin de vouloir restreindre cette dernière, comme on a fait en ce qui concerne la compétence de la Cour, on a voulu l'étendre, élargir son champ d'application.

Ceci dit, revenons maintenant au problème que nous devons résoudre ; on peut le présenter ainsi : Pour qu'un Etat tiers puisse intervenir dans une instance liée entre d'autres Etats, faut-il qu'il soit déjà soumis, ainsi que ces derniers, à la compétence obligatoire de la Cour (en vertu de l'acceptation de la disposition facultative de l'article du Statut), ou, en l'absence de cette soumission, faut-il que les parties originaires s'accordent à admettre son intervention ? Cette question fut longuement débattue par la Cour permanente de justice dans sa session préliminaire (30 janvier-24 mars 1922) consacrée à l'inauguration de la Cour et à l'élaboration de son Règlement. Elle a occupé deux longues séances, la seizième (le 23 février) et la dix-septième (le 24 février) de cette session. La discussion a pris naissance à propos du droit

de la Cour, Extrait du Procès-Verbal des Délibérations du Conseil du Contentieux diplomatique du Ministère des Affaires Etrangères Italien, n° 25, pp. 28 et suiv.; voir aussi le Rapport de M. Léon Bourgeois adopté par le Conseil de la Société des Nations réuni à Bruxelles le 27 octobre 1920. (Documents, Cour permanente de justice, n° 32, pp. 45 et suiv., surtout 8°, p. 50).

de regard que l'on doit reconnaître aux Etats tiers sur les pièces et les documents présentés par les parties. Dans sa quinzième séance, la Cour adopta une disposition dans le sens de l'article 38 actuel du Règlement, aux termes duquel « La Cour, ou, si elle ne siège pas, le Président, après avoir entendu les parties, peut ordonner que le Greffier tienne à la disposition du Gouvernement de tout Etat admis à ester en justice devant la Cour, les mémoires et contre-mémoires de chaque affaire ». Mais cette disposition n'a pas contenté Lord Finlay qui voulait que le droit de regard s'étende à toutes les pièces de la procédure et non seulement aux mémoires et aux contre-mémoires. Il fait remarquer à la Cour que « les Etats peuvent être intéressées à un procès, non seulement parce que leurs droits propres y sont en cause, mais aussi en raison des effets qui résultent des décisions de la Cour, au point de vue du droit en général. Afin d'être à même d'établir si un intérêt de cette nature existe, il faut qu'un Etat puisse prendre connaissance des pièces appartenant à un procès déterminé (1) ». Cette remarque de Lord Finlay ayant démontré le lien intime qui rattache le droit de regard à l'intervention, le Président, M. Loder, déclare la discussion ouverte simultanément sur les trois questions suivantes :

- a) La suggestion de Lord Finlay ;
- b) Les tierces puissances intéressées n'ont-elles un

(1) V. *Publications de la Cour permanente de justice*, série D, *Actes et Documents*, 16^e séance, p. 86.

droit d'intervention qu'au cas où les parties initiales sont soumises à la juridiction obligatoire de la Cour ?

c) Y a-t-il une différence à ce sujet entre les articles 62 et 63 du Statut ?

De ces trois questions, seule la deuxième va être envisagée ici ; l'examen des deux autres viendra plus loin à sa place.

M. Anzilotti fait observer à cet égard « qu'il croit qu'aux termes de l'article 62 du Statut, le droit d'intervention peut seul exister, soit en vertu d'un accord entre les deux parties initiales, soit lorsque ces parties, aussi bien que celles qui désirent intervenir, ont accepté la disposition facultative concernant la juridiction obligatoire de la Cour. Il fait remarquer qu'aux raisons juridiques en faveur de sa thèse, s'ajoutent des considérations d'ordre pratique : les Etats hésiteraient à s'adresser à la Cour s'ils avaient à craindre l'intervention, dans leurs procès, d'Etats tiers » (1).

M. Altamira se rallie à la thèse de M. Anzilotti, et « croit que la principale difficulté réside dans le fait qu'aux termes de l'article 62 du Statut, la possibilité d'introduire une action est ouverte à tous les Etats sans exception » (2). Ensuite, il « fait observer que le projet des Juristes de 1920 était fondé sur le principe de la juridiction obligatoire de la Cour. Lorsque ce

(1) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 16^e séance, p. 87.

(2) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 16^e séance, p. 87.

principe fut modifié par l'Assemblée, on a malheureusement omis de faire concorder le texte de certains articles avec le nouveau principe qu'on a introduit. De là, conclut M. Altamira, « proviennent quelques-unes des difficultés qui préoccupent la Cour » (1).

M. Huber est du même avis que MM. Anzilotti et Altamira. Il déclare que « les articles 62 et 63 sont justifiés seulement à condition que la même obligation de recourir à la Cour, existant maintenant entre les Etats ayant accepté la clause facultative, existe également en ce qui concerne tous les Etats ayant accédé au Statut. Que c'est pour cette raison que les articles en question doivent être considérés comme ne se rapportant qu'au cas où toutes les parties intéressées ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour » (2).

MM. Beichmann, Negulesco et Yovanovitch partagent l'opinion des trois magistrats précédents (3).

(1) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 16^e séance, p. 89.

(2) V. *Id.*, p. 91.

(3) M. Yovanovitch a fait au début de la 17^e séance de la Cour une déclaration importante qui résume la thèse et les arguments des partisans de cette théorie qu'il sera très utile de reproduire ici, in-extenso :

Déclaration de M. Yovanovitch au sujet de la question du droit d'intervention.

La compétence de cette Cour dérive toujours des accords passés entre les Etats, accords par lesquels les Etats se sont mutuellement engagés de soumettre un différend déterminé ou certaines catégories de différends à la Juridiction de cette Cour. Cet accord, on le retrouve toujours, soit qu'il s'agisse d'un compromis, au sujet d'un litige déjà né, soit qu'il s'agisse de traités spéciaux en vigueur (par exemple la partie

A cette théorie on a opposé une autre dont les partisans résolus furent le Président, M. Loder, et Lord Finlay, suivis par MM. Moore, Oda auxquels on peut ajouter M. Nyholm. La thèse de ce groupe fut pré-

XIII du Traité de Versailles sur les conflits en matière de travail), soit, enfin, qu'il s'agisse de la disposition facultative instituant la juridiction obligatoire prévue à l'article 36 du Statut.

C'est de ce point de vue qu'il faut examiner le problème de l'intervention devant cette Cour.

Un Etat qui est déjà partie, devant cette Cour, dans un litige n'est tenu de supporter l'intervention d'une tierce puissance que s'il s'est engagé envers cette Puissance de reconnaître la juridiction de notre Cour dans les différends qu'il peut avoir avec elle.

Il faut donc qu'il y ait eu un accord de volontés entre l'Etat désirant intervenir et les parties en litige, ou au moins la partie contre laquelle il intervient, admettant la juridiction de cette Cour pour la question qui forme l'objet du litige. Sans un tel accord, la compétence de la Cour manquerait de base. Un tel accord peut se trouver, comme nous venons de le dire, soit dans un traité spécial, soit dans la disposition prévue à l'article 36.

C'est de cette distinction que s'inspire aussi le Statut qui envisage dans l'article 63 le cas où les parties en litige et la partie désireuse d'intervenir sont liées par un traité spécial, dont l'interprétation fait l'objet du litige, et qui parle dans l'article 62 du cas où un tel traité spécial fait défaut. Mais il est évident que l'article 62 présuppose tout de même un accord, une convention entre l'intervenant et les ou la partie en litige, accord attributif de compétence pour cette Cour. Cet accord, cette convention, c'est la disposition facultative prévue à l'article 36.

Donc, l'article 63 traite du cas où il existe une convention spéciale entre les Etats en litige et l'Etat intervenant, tandis que l'article 62 se réfère au cas où une telle convention n'existe pas, mais où l'Etat intervenant et le ou les Etats en litige sont liés par l'acceptation de la disposition facultative de l'article 36.

sentée par M. Loder qui déclara expressément « qu'il ne pourrait pas mettre aux voix une proposition tendant à limiter le droit d'intervention, aux termes de l'article 62, aux seuls Etats ayant accepté la juridiction obligatoire. Cette proposition, si elle était acceptée, irait, en effet, à l'encontre du Statut » (1).

La défense de cette thèse fut présentée par Lord Finlay, le champion de cette théorie. Dans la seizième séance, il déclare s'associer au Président « pour juger inadmissible l'idée que l'intervention puisse avoir lieu seulement dans un procès entre deux Etats ayant accepté la juridiction obligatoire de la Cour, et seu-

L'intérêt d'ordre juridique, dont parle l'article 62, ne se rapporte qu'aux intérêts des Etats qui sont liés aux Etats ou à l'Etat en litige, par l'acceptation de la juridiction obligatoire de la disposition facultative prévue à l'article 36 et pas à n'importe quel tiers Etat. L'exposé que M. Altamira nous a donné hier sur l'historique des articles traitant de la compétence de cette Cour corroborera cette opinion.

Donc, si deux Etats qui ont accepté la disposition facultative prévue à l'article 36, ont un litige devant cette Cour, justement et seulement sur la base de ce protocole, un tiers Etat qui n'a pas adhéré à ce protocole, ne pourra pas se prévaloir d'un intérêt d'ordre juridique pour intervenir. Car pour intervenir en vertu de l'article 52, il faut :

Premièrement, accord des volontés entre l'Etat intervenant et l'Etat contre qui l'intervention se fait, accord de volontés qui crée la compétence de la Cour.

Deuxièmement, justification d'un intérêt d'ordre juridique.

L'article 62 tout en parlant expressément de la seconde condition, présuppose la première. Il doit la présupposer, car elle est la base unique de toute la juridiction de cette Cour. (Publications de la Cour, série D, Actes et Documents, Annexe 58, pp. 381 et 382).

(1) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 17^e séance, p. 96.

ment de la part d'un Etat ayant accepté la même juridiction. A son avis, cette idée n'est fondée sur aucune disposition du Statut » (1). Ensuite, Lord Finlay répond à l'argument d'opportunité de M. Anzilotti ainsi : « Il ne faut pas non plus perdre de vue le fait que si, comme on l'a expliqué, des raisons politiques s'opposent à accorder un droit d'intervention, sauf dans les cas où tous les Etats intéressés ont accepté la juridiction obligatoire de la Cour, des arguments du même ordre s'opposent à une solution qui paraîtrait incompréhensible à tous les Etats qui ont accepté le Statut de la Cour avec la conviction que, si une question touchant leurs intérêts vitaux se présentait devant la Cour, ils seraient appelés à communiquer leur opinion » (2).

M. Moore se rallie à l'avis de Lord Finlay et déclare qu'il voit dans le fait que les articles du Statut traitant de l'intervention ont été maintenus tels qu'ils figuraient dans le projet fondé sur la juridiction obligatoire de la Cour, la preuve que les articles en question sont parfaitement compatibles avec le principe de la compétence obligatoire ». Il ajoute qu'il « ne voit pas de quelle façon la condition de réciprocité, en matière de juridiction obligatoire, pourrait rendre illusoire l'application d'une règle du Statut, à savoir l'article 62 » (3).

M. Oda déclare qu'il « ne croit pas qu'une solution

(1) V. *Publications de la Cour*, série D, 16^e séance, p. 90.

(2) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 16^e séance, p. 90.

(3) V. *id.*, p. 91.

différente puisse être adoptée suivant que les parties ont accepté ou non la juridiction obligatoire de la Cour » (1).

M. Nyhol, qui ne se prononce pas expressément pour l'une ou l'autre des deux théories en cause, nous paraît s'être implicitement rallié à la seconde thèse dans sa proposition concernant la procédure en cas d'intervention. En effet, dans le texte révisé de l'article 83 de son projet de règlement de service pour la Cour, il dit : « La demande d'intervention peut être présentée dans toutes les affaires qui peuvent être soumises à la Cour soit suivant compromis ou sur requête, et qu'il s'agisse de compétence obligatoire ou non, sauf à la Cour de décider sur l'admissibilité de l'intervention, en tenant compte des circonstances spéciales de l'affaire et du principe général de ne pas retarder la solution de l'affaire » (2).

Reste maintenant à exposer l'avis de M. Weiss, vice-président de la Cour. Le savant professeur nous paraît hésiter entre les deux thèses, sans se prononcer expressément pour ou contre l'une d'elles. En effet, il s'est déclaré s'associer, *en théorie*, au point de vue de M. Anzilotti ; mais il croit que le Statut de la Cour, en créant un droit d'intervention, ne laisse pas à la Cour une liberté absolue d'adopter ce point de vue » (3).

(1) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 17^e séance, p. 95.

(2) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, Annexe 56, p. 351.

(3) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 16^e séance, p. 87 et 88.

Ayant exposé la théorie et les arguments de chacun des deux groupes, voyons maintenant à quoi a abouti ce grand débat. Les deux thèses en présence s'affrontèrent sans issue, chacun des deux groupes restant sur ses positions premières : MM. Anzilotti et Altamira ont proposé, Lord Finlay et le Président ont accepté et la Cour a décidé, les graves questions soulevées par le droit d'intervention ne devant pas être préjugées par une décision prise à l'avance, « de mettre fin à la discussion et de renvoyer à plus tard la suite des délibérations sur les questions de procédure soulevées par le droit d'intervention, y compris le droit d'examen des documents » (1).

Cette décision, qui peut être au point de vue technique la meilleure que la Cour puisse prendre en pareil cas, ne résout pas le problème qui nous occupe, mais elle prouve la difficulté, la complexité et l'obscurité de ce problème.

Nous allons maintenant reprendre la question et essayer de trouver à sa solution des arguments différents de ceux présentés par les membres de la Cour, qui, peut-être pourraient jeter un peu de poids dans la balance de l'une des deux thèses en conflit.

Remarquons tout d'abord que ce n'est pas par inadvertance que le Conseil de la Société des Nations a maintenu les textes concernant l'intervention, tout en repoussant le principe de la compétence obligatoire de la Cour. Nous avons déjà démontré que le

(1) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 17^e séance, pp. 96 et 97.

Conseil avait deux tendances différentes pour ces deux problèmes.

Il ne nous paraît pas, non plus, exact que les textes concernant l'intervention dépendaient absolument dans le projet des juristes du texte consacrant la compétence obligatoire. En effet, nous savons qu'à côté de la compétence obligatoire, les juristes de La Haye ont admis une compétence facultative pour « tous différends, de quelque nature qu'ils soient » que les parties s'accordent à soumettre à la Cour (article 34 du projet du Comité de La Haye), et il n'y a rien dans le projet qui prouve que les juristes avaient l'intention d'exclure ces « différends » de l'application des articles concernant l'intervention. Donc, même d'après le projet des juristes, dans un différend qui ne pouvait être porté devant la Cour sans l'accord des parties initiales, un Etat tiers qui n'avait pas participé à cet accord pouvait intervenir aux termes de l'article 62 du Statut dans le litige, même contre le désir des parties originaires. Les amendements introduits à l'article 34 du projet par le Conseil de la Société des Nations ont-ils bouleversé cette situation ? Nous ne le croyons pas. En effet, en étendant la compétence facultative aux cas énumérés dans la première partie de l'article 34 du projet, le Conseil n'a pas voulu imposer à l'intervention dans ces cas plus de conditions que celles qu'il fallait réunir pour intervenir dans « tous différends de quelque nature qu'ils soient » dont parle le dernier alinéa de l'article 34 du projet des Juristes.

A ces arguments de textes, nous allons ajouter un autre qui va jouer, croyons-nous, un rôle capital dans cette controverse : c'est la nature incidente de l'intervention. Nous savons que l'intervention, qui est une demande principale à l'égard du tiers intervenant, n'est, par contre, qu'un accessoire, un simple incident de l'instance principale, à l'égard des parties déjà en cause. Nous savons aussi que de ce caractère de l'intervention résultent des conséquences importantes : elle n'est pas une demande introductive d'instance ; elle est liée au sort de la demande principale. Par rapport à l'action principale, l'intervention n'est qu'une *exception*. Par conséquent, loin d'être soumise, comme le prétend le groupe de M. Anzilotti, aux mêmes conditions que l'action principale, elle en est souvent dispensée, notamment de la plupart de celles concernant la compétence. C'est ainsi que des demandes portées par voie d'intervention sont souvent admises devant la justice interne, qui les aurait repoussées pour incompétence si elles avaient été introduites par voie principale.

Cette dérogation aux principes de la compétence en faveur de l'intervention, n'a rien à faire avec la nature obligatoire de la justice interne ; elle découle simplement de la nature même de l'institution de l'intervention qui, étant une exception, doit être soumise au juge de l'action.

Que la justice internationale soit facultative ou qu'elle soit obligatoire, du moment qu'elle admet l'intervention (article 62 du Statut), cette institution y

sera toujours un incident, une exception. D'ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, le Règlement de la Cour reconnaît expressément ce caractère à l'intervention. La dérogation aux principes de la compétence apportée par le Statut en faveur de l'intervention s'explique facilement. En effet, si en droit interne, notamment en Droit français, on admet par voie d'intervention devant un tribunal de commerce des demandes civiles qui n'y auraient pas été reçues si elles y étaient introduites par voie principale, pas même sur l'accord unanime des parties, c'est qu'on y tient compte de la nature incidente de l'intervention, de ce qu'elle n'est qu'une simple exception. Dès lors, on conçoit bien que les auteurs du Statut aient sacrifié, eux aussi, les règles de la compétence, notamment celle de la soumission des parties vis-à-vis de l'intervenant à la compétence obligatoire, en faveur de l'intervention.

Dans ces conditions il est permis, il est même tout naturel, que l'article 36 du Statut soit applicable uniquement aux demandes introductives d'instance, et non pas aux incidents, aux exceptions, à l'intervention. Pour admettre l'intervention d'un Etat tiers, on n'a pas besoin de l'assentiment des parties initiales au procès ; seul l'intervenant, pour lequel l'intervention est une demande principale, doit donner cet assentiment et il le donne par le fait de l'introduction de sa demande. Peu importe la nature du litige, l'intervention, si elle réunit les conditions exigées par l'article 62 du Statut, devrait être admise, qu'il y ait ou non accord des parties initiales. Même dans les litiges où la Cour se trouve réduite à statuer *ex æquo*

et bono, si les parties originaires lui reconnaissent ce pouvoir, l'intervention sera admise sans le consentement des dites parties, dans le cas contraire, c'est-à-dire si les parties refusent une solution *ex æquo et bono*, l'intervention suit le sort de la demande principale ; c'est encore une conséquence logique de la nature incidente de l'intervention.

SECTION II

Conditions requises pour intervenir aux termes de l'article 62 du Statut

Pour intervenir en vertu de l'article 62 du Statut, il ne faut pas d'autres conditions que celles requises pour intervenir devant la justice interne, à savoir : l'intérêt, la qualité, et la capacité d'ester en justice. Ces conditions prennent en droit international un aspect un peu différent de celui sous lequel on les voit en droit interne. La capacité d'ester en justice, par exemple, n'est pas la même devant la Cour permanente de justice internationale que devant les tribunaux d'un pays quelconque. Ce qui nous intéresse ici, ce sont les différences entre les conditions requises pour intervenir en droit interne et celles requises pour intervenir devant la Cour de La Haye ; pour les conditions ayant un caractère commun, telle que la condition de « ne pas avoir été partie à l'action principale », nous renvoyons à ce que nous avons exposé à propos du Droit français.

1° LA CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE. — Sans entrer dans des détails qui dépasseraient le cadre de ce travail, nous n'allons envisager ici la capacité d'ester en justice devant la Cour permanente qu'au point de vue de l'intervention.

L'article 62 du Statut précise que seul un Etat peut intervenir devant la Cour ; ceci exclue l'intervention des personnes physiques ou des personnes morales autres que les Etats. Mais tout Etat ne peut pas intervenir, il faut encore qu'il soit capable d'ester en justice devant la Cour. Cette capacité d'ester en justice est définie par les articles 34 et 35 du Statut, concernant la compétence *ratione personæ* de la Cour. Pour qu'un Etat puisse intervenir, il faut qu'il soit membre de la Société des Nations, ou mentionné à l'Annexe au Pacte. L'article 34 assimile aux Etats membres de la Société, au point de vue de la compétence, les membres de cette Société qui ne sont pas des Etats : ce sont les Dominions britanniques et les Indes. Remarquons à cet égard que les Dominions et les Indes ont une situation particulière vis-à-vis de la Métropole. Il est certain que l'Angleterre n'admettrait pas d'être actionnée devant la Cour par l'un des membres de l'Empire britannique : elle a déjà montré cette tendance en protestant contre l'enregistrement par l'Irlande de son traité avec elle à la Société des Nations. De ceci on peut induire qu'un membre de l'Empire britannique, même s'il a la capacité d'ester en justice devant la Cour de La Haye, n'aura pas le droit d'intervenir contre la Métropole, ni même

contre un autre membre du même Empire. Si l'intervention agressive d'un membre de l'Empire britannique contre la Métropole ou contre un autre membre nous paraît incompatible avec le lien d'allégeance qui rattache les différentes parties de l'Empire à la Couronne, l'intervention conservatoire doit, croyons-nous, leur rester parfaitement accessible. Ils peuvent s'entr'aider devant la Cour de justice, qui, de son côté, doit rester étrangère à leurs querelles intestines.

Restent les Etats qui ne sont ni membres de la Société des Nations, ni mentionnés à l'Annexe au Pacte. Ceux-ci ne peuvent intervenir qu'en remplissant les conditions exigées par la résolution du Conseil du 17 mai 1922, en vertu de laquelle ils « doivent avoir préalablement déposé au Greffe de la Cour, une déclaration portant acceptation de sa juridiction, en s'engageant à exécuter de bonne foi les sentences rendues et à ne pas recourir à la guerre contre tout Etat qui s'y conformera » (1). Cette formalité est exigée, bien entendu, en dehors des cas où ces Etats sont devenus justiciables de la Cour, en vertu des traités en vigueur, notamment des traités de paix.

2° LA QUALITÉ. — On sait que la qualité est le titre en vertu duquel on se présente en justice. Cette notion peut se confondre facilement avec la notion de l'intérêt que nous allons étudier plus loin. Cependant elle en est distincte. Un Etat peut avoir un intérêt à défendre les prétentions d'une personne ou

(1) V. POLITIS, *La Justice internationale*, p. 166.

d'une compagnie sur son territoire ou en relations d'affaires avec lui, néanmoins la qualité de se présenter en justice en vertu de cet intérêt peut lui faire défaut : l'individu n'étant pas, par exemple, son ressortissant, ni son protégé, et la Compagnie n'appartenant pas à sa nationalité.

Dans les affaires des concessions Mavromatis, la Cour permanente de justice a reconnu à la Grèce une qualité suffisante pour actionner l'Angleterre pour « faire respecter en la personne de ses ressortissants, le droit international » (1). Dans l'arrêt sur la compétence, la Cour a décidé que du moment qu'un Etat prend fait et cause pour un de ses nationaux devant une juridiction internationale, cette juridiction ne connaît comme plaideur que le seul Etat. C'est pourquoi la Cour considère la première condition (qu'il s'agisse d'un différend entre le mandataire, c'est-à-dire l'Angleterre, et un autre membre de la Société des Nations) comme remplie (2).

Une qualité fut reconnue par les traités à tous les membres du Conseil de la Société des Nations dans certains cas spéciaux, tels que l'exécution des clauses concernant la protection des minorités. Dans des cas pareils, l'Etat membre de Conseil de la Société aura qualité pour agir en justice devant la Cour sans être nécessairement le *dominus* des droits en cause ; il défend, en vertu d'une qualité en quelque sorte légale, les intérêts d'autrui.

(1) V. *Publications de la Cour*, série A, note 2, pp. 11, 12 et 13.

(2) V. la note précédente.

3° UN INTÉRÊT D'ORDRE JURIDIQUE. — Aux termes de l'article 62 du Statut, pour qu'un Etat puisse intervenir dans un procès lié entre d'autres Etats, il doit y avoir un intérêt d'ordre juridique pour lui en cause. Avec cette condition, nous arrivons au point le plus délicat et le plus obscur de notre étude. Nous avons déjà expliqué comment le terme « *intérêt d'ordre juridique* » s'est glissé dans la rédaction de l'article du Statut, et il nous reste à déterminer son sens exact et son étendue ; est-ce une tâche possible ? C'est ce que nous allons voir maintenant.

On sait que le projet des juristes de La Haye fut accompagné d'un rapport savamment rédigé par M. de Lapradelle qui constitue le premier et l'un des meilleurs commentaires du Statut de la Cour. Commentant les textes concernant le droit d'intervention, M. de Lapradelle dit :

« Trois cas peuvent se présenter : une partie peut vouloir se ranger, soit près du demandeur, soit près du défendeur. Une partie peut faire valoir certains droits qui lui sont propres. Une partie peut demander que l'un des deux Etats en cause disparaisse parce qu'il n'est pas le véritable *dominus* du droit qu'il revendique. Dans ce cas, l'intervention tend à l'exclusion, mais le plus souvent, un Etat se borne à joindre son assistance à celle de l'une des parties : doit-on le lui permettre ? Oui, répond le Comité, mais à la condition qu'il s'agisse d'un intérêt d'ordre juridique. La Cour statue sur la légitimité de cet intérêt, et, par suite, sur la recevabilité de l'intervention. Dénier

absolument l'intervention, pourrait avoir des conséquences fâcheuses. *L'essentiel est de la limiter aux cas d'intérêt d'ordre juridique, pour exclure l'intervention politique, et d'en faire juge la Cour* » (1).

D'après ce passage du rapport de M. de Lapradelle, le mot « *juridique* » dans l'expression « intérêt d'ordre juridique » doit être considéré comme l'antonyme du mot « *politique* ». Si l'on pouvait donner de l'intérêt d'ordre politique un sens net, rien ne serait plus facile que de déterminer l'intérêt d'ordre juridique. Malheureusement, avec le terme « *politique* » on reste dans le même vague où nous avait conduit le terme « *juridique* ».

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire du droit international que l'emploi de l'expression « *d'ordre juridique* » jette un voile épais sur le sens des textes. Déjà dans les conférences de la Paix de 1899 et de 1907, on s'était servi de l'expression « *litiges ou différends d'ordre juridique* », comme on s'en est servi dans le Statut de la Cour permanente de justice internationale (art. 36 du Statut). Il ne serait pas inutile d'exposer ici l'historique de l'emploi de cette expression et les commentaires des publicistes à cet égard.

A. — *L'expression « litiges d'ordre juridique » dans la Conférence de 1899.* — C'est le projet russe de convention d'arbitrage qui, le premier a fait la distinction entre les conflits d'ordre juridique et les

(1) V. *Procès-verbaux des séances du Comité de juristes*, p. 745.

conflits d'ordre politique. La note explicative accompagnant le projet russe expose cette distinction ainsi : « Nul doute que l'arbitrage ne soit, d'une manière générale, un moyen plus efficace et plus radical que la médiation ; en revanche, l'arbitrage étant un moyen d'action d'*ordre juridique*, son application se restreint essentiellement et même exclusivement aux cas où il y a conflit de *droits internationaux*, tandis que la médiation, en tant que moyen d'*ordre politique*, se trouve également applicable aux conflits d'intérêts qui menacent le plus souvent la paix entre les nations » (1). Un peu plus loin cette note explicative ajoute : « En thèse générale, il est difficile de se représenter un *différend d'ordre juridique* quelconque, surgissant sur le terrain du droit international positif, qui ne pourrait pas, en vertu d'un accord entre les parties, être résolu par la voie d'arbitrage international facultatif. Même dans le cas où le droit international, qui compte malheureusement encore tant de lacunes, ne fournit pas de norme généralement reconnue pour la solution d'une question concrète, le compromis conclu entre les parties antérieurement à la procédure d'arbitrage peut cependant créer une norme *ad hoc*, et de cette manière faciliter considérablement la tâche de l'arbitre... Mais d'un autre côté, il est hors de doute que dans la vie internationale se produisent souvent des différends à la solution desquels l'arbitrage peut être

(1) V. *Conférence de la Haye de 1899*. Note explicative se rapportant à l'art. 5 du projet russe, Annexe I. C.

appliqué en tout temps, et d'une manière absolue : ce sont les questions qui concernent exclusivement les points spéciaux du droit et qui ne touchent ni aux intérêts vitaux, ni à l'honneur national des Etats. On ne peut pas ne pas souhaiter que, par rapport à ces questions, la Conférence de la Paix pose l'arbitrage comme moyen d'action permanent et obligatoire... Les causes de conflits internationaux sont très nombreuses, et variées à l'infini ; néanmoins, quel que soit l'objet du conflit, les demandes adressées par un Etat quelconque à un autre ne peuvent rentrer que dans les catégories suivantes :

1° Un Etat demande à un autre une indemnisation matérielle pour dommages et pertes causés à lui-même ou à ses ressortissants qu'il juge n'être pas conformes au droit.

2° Un Etat demande à un autre d'exercer ou de ne pas exercer certaines attributions déterminées du pouvoir souverain, de faire ou de ne pas faire certains actes déterminés ne touchant pas à des intérêts d'ordre matériel.

Pour ce qui concerne les conflits de la première catégorie, l'application de l'arbitrage obligatoire est toujours possible et désirable. Les conflits de ce genre se rapportent à des questions de droit, et ils ne concernent ni l'honneur national des Etats, ni les intérêts vitaux de ceux-ci.

Pour ce qui est des conflits de la seconde catégorie, qui sont de beaucoup plus importants et plus menaçants pour la paix générale, il semble que l'arbitrage

obligatoire ne pourrait et ne devrait pas leur être appliqué. C'est dans cette catégorie que rentrent les conflits de toute sorte surgissant sur le terrain des traités politiques, lesquels touchent aux intérêts vitaux et à l'honneur national des Etats » (1).

Une fois formulée dans le projet russe, l'expression « différends d'ordre juridique » a trouvé fortune. Elle fut retenue par la Conférence de 1899, reprise par celle de 1907 et, enfin, définitivement consacrée par les juristes de La Haye de 1920.

D'après la note explicative russe, il nous semble que les différends se divisent en différends d'ordre juridique et différends d'ordre politique selon la nature de la solution que l'on doit leur donner. Lorsqu'il y a conflit de droits internationaux le litige tombe dans la catégorie de différends d'ordre juridique, mais si l'on se trouve en présence de conflits d'intérêts pour la solution desquels il n'existe pas de règles juridiques dans le droit international, on est en face d'un différend d'ordre politique. Conformément à cette distinction la note explicative russe fait rentrer dans la catégorie des différends d'ordre juridique ceux concernant exclusivement les points spéciaux du droit, ainsi que les demandes en indemnisation matérielle pour dommages ou pertes.

Cette interprétation du point de vue russe est confirmée par le rapport sur les travaux du Comité d'examen. Le rapporteur, M. le Baron Descamps, le même

(1) V. *Conférence de la Haye (1899)*, note explicative se rapportant à l'article 10 du projet russe, Annexe I, D.

qui a introduit plus tard dans la rédaction de l'article 62 du statut de la Cour le terme intérêt d'ordre juridique, dit : « Le projet russe proposait de déclarer qu'en effet l'arbitrage est le moyen le plus efficace et le plus équitable de résoudre les litiges d'ordre juridique entre Etats. Le Comité a été unanime à conserver cette disposition fondamentale, appliquée aux cas où les négociations diplomatiques ordinaires n'ont pas réglé le différend. Il importe de bien préciser la portée de ce point. Les Etats n'ont jamais considéré l'arbitrage comme indistinctement applicable à tous les différends qui peuvent surgir entre eux. Il y a des contestations qui semblent échapper à l'action de la justice arbitrale, *parce que les prétentions des parties ne peuvent être formulées juridiquement*. Bien des différends politiques offrent ce caractère.

Même à se tenir sur le terrain du droit, les Etats — la plupart d'entre eux tout au moins — ne considèrent pas que l'arbitrage soit applicable *de plano* à toute contestation d'ordre juridique. Il y a des contestations qui touchent à des droits d'un ordre tellement supérieur, que les Puissances ne se considèrent pas comme autorisées à les déférer à la justice arbitrale. La formule de ces cas réservés peut varier : « Indépendance et autonomie », dit la déclaration hollando-portugaise du 5 juillet 1894 ; « Intérêts vitaux et honneur national », dit le projet russe qui nous a été soumis. » (1).

(1) V. *Conférence de la Haye (1899). Actes et documents*, quatrième séance du 7 juillet 1899. Rapport de M. Descamps sur les travaux du Comité d'examen, pp. 14 et suiv.

Par un argument *a contrario* du texte de ce rapport on peut définir les différends d'ordre juridique comme étant *ceux qui peuvent être formulés juridiquement*. L'expression « peuvent être formulés juridiquement » avait peut-être, dans l'intention du rapporteur, la même portée que la définition que nous avons déduite de la note explicative russe en ce qui concerne « les différends d'ordre juridique ».

Dans ces conditions, un différend d'ordre juridique serait, d'après les travaux de la Conférence de La Haye de 1899, « *tout différend qui peut être formulé juridiquement* » ou, ce qui revient probablement au même, « *tout différend dont on peut trouver la solution dans les règles juridiques du droit international* ».

B. — *L'expression « différends d'ordre juridique » dans la Conférence de 1907.* — Contrairement à l'hommage unanime qu'on lui avait rendu en 1899, cette expression fut violemment attaquée dans la Conférence de 1907. Dans la 4^e séance (5 octobre 1907) de cette Conférence, le Baron Marschall von Bieberstein, délégué de l'Allemagne, s'est mis en œuvre pour la faire tomber en discrédit. Dans un discours qui constitue une véritable diatribe contre l'arbitrage obligatoire universel, le Baron Marschall critiquait cette expression en ces termes : « ...Je passe maintenant aux premiers articles fondamentaux du traité d'arbitrage obligatoire, mondial et général. L'arbitrage est obligatoire dans les questions d'ordre juridique. Quelle est la signification de ce mot ? On

m'a répondu qu'il doit exclure les matières « politiques ». Or, il est absolument impossible de tracer dans un traité mondial une ligne de démarcation entre ces deux notions. Une question peut être juridique dans un pays, politique dans l'autre. Il y a même des matières purement juridiques, qui deviennent politiques au moment d'un litige. Un de nos plus éminents collègues nous a dit l'autre jour, à une autre occasion, « que la politique est la région du droit international ». Veut-on distinguer les questions « juridiques » des questions techniques et économiques ? Ce serait également impossible. Il en résulte que le mot « juridique » dit tout et ne dit rien et en matière d'interprétation c'est absolument la même chose. On a posé la question : qui décide en cas de différend si une question est juridique ou non ? Pas de réponse. Et pourtant ce mot juridique, c'est le clou auquel on a accroché tout le système de l'arbitrage obligatoire avec la liste et avec le tableau. Si ce clou n'est pas solidement fixé, tout tombe à terre » (1).

Après le Baron Marschall, M. Cléon Rizo Rangabé, le délégué de la Grèce, reprend les mêmes critiques et s'explique ainsi : « ...Cela étant, nous hésitons de souscrire à l'obligation, même avec ces réserves, de recourir à l'arbitrage pour tout différend d'ordre juridique et, en premier lieu, pour toute question d'interprétation d'un traité quelconque, d'autant plus

(1) V. *Deuxième Conférence de la Paix de la Haye (1907). Actes et documents*, t. II, pp. 49-51.

qu'il est très difficile, sinon impossible, de déterminer les questions d'ordre juridique et que, en ce qui concerne l'interprétation des traités, toute question s'y rapportant est, à bien considérer, une question juridique » (1).

A ces critiques on a opposé des arguments qui, tout en démontrant leur fragilité en ce qui concerne la question de l'arbitrage obligatoire universel, ne tranchent pas la question qui nous occupe. Tout d'abord, c'est M. Louis Renault, le délégué de la France, qui présenta en ces termes la première réplique aux arguments du Baron Marschall : « Il s'agit de savoir si nous courons un risque en admettant, en premier lieu, d'être liés avec ces Etats par la formule de l'article 16^a : d'après cet article, les litiges d'ordre juridique et, notamment, ceux relatifs à l'interprétation des traités, seront soumis à l'arbitrage sous certaines *réerves*. La verve de nos contradicteurs s'est exercée contre l'élasticité de ces réserves : l'honneur, les intérêts essentiels, *la nature non juridique* des conflits, autant de prétextes, a-t-on dit, pour rendre illusoire l'engagement. Cet article se résumerait en deux mots : « Tu dois... si tu veux ».

Cependant ces mêmes réserves, dans les mêmes termes, sont employées dans des textes dignes de quelque considération.

La Convention de 1899 parle déjà des questions « d'ordre juridique ».

(1) V. *Deuxième Conférence de la Haye (1907). Actes et documents*, t. II, p. 70.

Mais, depuis, de nombreuses conventions particulières ont consacré la formule de l'article 16^a, notamment un traité d'arbitrage général anglo-allemand de mai 1904. Si ces expressions ont un sens dans les conventions particulières conclues entre deux Etats, comment perdraient-elles leur sens naturel et qu'indiqueraient-elles plus rien du tout, parce qu'on les appliquerait simultanément à un plus grand nombre d'Etats ?

Est-ce que, par suite de ces réserves, il ne subsiste aucun lien ? Je suppose cependant qu'en signant leur traité d'arbitrage, l'Angleterre et l'Allemagne ont prétendu se lier en quelque manière.

La réalité est ceci : nous entendons nous lier dans la mesure où nos intérêts essentiels n'entrent pas en jeu. Si réduit que paraisse l'engagement, il subsiste, et un pays y regardera à deux fois avant de prétendre qu'il y a une question vitale là où elle n'existe pas » (1).

Si cette réplique de M. Louis Renault doit être considérée comme un argument décisif contre la prétention allemande en ce qui concerne l'arbitrage obligatoire mondial, elle n'éclaircit pas le mystère des différends d'ordre juridique. En effet, le délégué de l'Allemagne, en présence du traité d'arbitrage anglo-allemand de mai 1904, ne pouvait pas décemment prétendre que la clause « différends d'ordre juridique » était dépourvue de toute signification. Mais,

(1) V. note précédente, séance du 5 octobre 1907 (après-midi), p. 67.

un commentateur impartial, qui n'est pas lié par un pareil précédent, est en droit de demander, non seulement à M. Louis Renault, mais aussi aux auteurs du traité anglo-allemand de 1904 eux-mêmes et à tous ceux qui assurent que cette clause signifie quelque chose, d'en donner le sens exact ou une définition nette.

M. Choate, le délégué des Etats-Unis d'Amérique dans cette Conférence, qui partageait les idées de M. Louis Renault, a avoué, quoique timidement, que l'expression « différend d'ordre juridique » est difficile à définir. Dans la même séance (5^e séance) il s'est exprimé ainsi à cet égard : « Après le magistral discours que vient de prononcer M. Renault, il ne reste que fort peu de points à élucider. Le Baron Marschall est d'avis que l'expression « questions de nature juridique » est obscure. Mais pendant la discussion du projet beaucoup plus important concernant la création de la Cour de justice arbitrale, discussion dans laquelle il a été pour nous un collaborateur dévoué, cette difficulté n'a pas été soulevée.

Il est peut-être difficile parfois de distinguer une question juridique d'une question politique, mais cette difficulté dans l'application est la même pour les traités individuels que pour un traité général, et cette objection, comme beaucoup d'autres que le Baron Marschall a faites, s'applique également aux deux sortes de traité ».

Comme on le voit, dans leurs discours précités, MM. Louis Renault et Choate n'ont abordé la ques-

tion de l'obscurité de l'expression « différends d'ordre juridique » que de biais. Personne, dans la savante assemblée, n'a voulu l'attaquer de face, tracer ses lignes, déterminer ses limites ou lui donner une définition quelconque. Tout le monde s'est contenté de dire que si cette expression était obscure dans un traité d'arbitrage général elle ne le serait pas moins dans un traité d'arbitrage individuel.

De ce qui précède on peut conclure que les travaux de la deuxième Conférence de la Paix de La Haye (1907), loin d'éclaircir le problème des « différends d'ordre juridique » en ont simplement mis en lumière l'obscurité, de sorte que, jusqu'ici, on ne peut trouver de définition pour cette expression meilleure, ni même autre, que celle que nous avons pu déduire des travaux de la première Conférence de la Paix de 1899.

C. — *L'expression « différends d'ordre juridique » dans le Statut de la Cour permanente de justice internationale.* — Plus de vingt ans après la déclaration qu'il avait faite à la première Conférence de la Paix (1899) concernant cette expression, M. le Baron Descamps a communiqué au Comité des Juristes de La Haye, dont il était le président, un exposé relatif aux difficultés du problème de l'interprétation de cette expression dont voici le passage essentiel : « Dans la sphère de la compétence, soit virtuelle, soit effectivement rendue obligatoire, la diversité de nature des différends internationaux, dont les uns sont d'ordre juridique et les autres d'ordre politique, la difficulté de trouver entre ces deux ordres une ligne de démar-

cation toujours nette, le caractère mixte attribué à certains litiges considérés comme se référant à la fois au droit et à la politique, et surtout la crainte manifestée par divers Etats, ombrageux à toute perspective de limitation de leur souveraineté, d'être entraînés dans la voie des procédures juridictionnelles obligatoires à abandonner d'avance et sans réserve des droits estimés à tort ou à raison, inaliénables, semblaient détourner les esprits pratiques de l'adoption de règles impliquant une astreinte commune et uniforme » (1).

Avec cet exposé de l'éminent jurisconsulte, on se trouve bien loin de l'hommage unanime rendu à l'expression « différends d'ordre juridique » dont il se faisait l'écho dans son rapport de 1899.

Le Comité de Juristes de 1920 s'est appliqué à trouver une définition du terme « d'ordre juridique ». Dans son rapport sur les travaux de Comité, M. de Lapradelle nous signale cette définition d'une façon bien nette en commentant l'article 34 du projet. Il dit notamment : « L'article 34 déclare, en conséquence, qu'entre Etats, membres de la Société des Nations, la Cour statue sans convention spéciale sur les différends d'ordre juridique, *qu'il définit en reproduisant les spécifications de l'article 13 du Pacte* » (2). Par conséquent, selon le rapport de M. de Lapradelle, rapport adopté à l'unanimité par le Comité des Juristes, les différends d'ordre juridique sont ceux qui ont pour objet :

(1) V. *Procès-Verbaux des séances du Comité*, p. 45.

(2) V. *Procès-Verbaux des séances du Comité*, p. 727.

- a) l'interprétation d'un traité ;
- b) tout point de droit international ;
- c) la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;
- d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international ;
- e) l'interprétation d'une sentence rendue par la Cour.

Tous les différends, en dehors de ces spécifications, tombent dans la catégorie des différends d'ordre politique.

Cette énumération contenue dans l'article 34 du projet des Juristes et, par conséquent, cette définition des différends « d'ordre juridique » furent reproduites dans l'article 36 du Statut de la Cour.

Cette définition du terme « d'ordre juridique » a-t-elle épuisé toutes les matières pouvant rentrer dans ce terme ? Ce n'est pas l'avis de M. de Bustamante qui, dans son ouvrage magistral sur la Cour permanente de justice internationale, la commente ainsi : « Nonobstant, on comprend ensuite qu'une liste de cas d'arbitrages possibles puisse et doive être différente d'une énumération de questions soumises au pouvoir judiciaire » (1).

Cependant, nous croyons qu'en combinant les textes des articles 36 et 38 du Statut de la Cour, on peut arriver à formuler une définition du terme « d'ordre

(1) V. DE BUSTAMANTE (traduction Goulé) *La Cour Permanente de Justice internationale*, n° 191, pp. 200 et suiv.

juridique » et, par suite, de l'expression « intérêt d'ordre juridique » qui figure dans l'article 62 du statut. A la lumière de ces deux textes, l'expression « intérêt d'ordre juridique » peut être définie ainsi : Tout intérêt se référant à l'une des spécifications de l'article 36 du Statut est basé sur :

- 1° Les conventions internationales ;
- 2° La coutume internationale ;
- 3° Les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées ;
- 4° Les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés.

On conçoit bien l'impossibilité où on se trouvait en 1899 et en 1907 de définir le terme « d'ordre juridique ». En effet, avant l'élaboration du statut de la Cour, aucun texte ne donnait une indication quelconque sur le domaine juridique pour qu'on puisse le distinguer du domaine politique, mais grâce aux articles 36 et 38 du Statut, ces deux domaines peuvent être, dans la plupart des cas, plus ou moins facilement délimités.

Néanmoins, il suffit de considérer les éléments qui constituent la définition que nous venons de proposer pour se rendre compte de l'imprécision de la plupart d'eux. Les principes généraux de droit, la coutume internationale, la doctrine des publicistes, tous des facteurs qui ne contribuent pas beaucoup à dissiper l'obscurité du problème qui nous occupe. C'est

pourquoi nous maintenons notre première idée, à savoir que l'intérêt d'ordre juridique est une notion qu'il serait impossible de définir avec précision ; seule une jurisprudence riche pourrait en déterminer l'étendue et en tracer les limites.

D'après notre définition l'intérêt qui peut servir de base pour justifier l'intervention aux termes de l'article 62 du Statut diffère sensiblement de l'intérêt qui justifierait l'intervention devant la justice interne. On sait que ce dernier est toujours bon, de quelque nature qu'il soit, sans distinction entre un intérêt ayant son fondement dans une loi, un contrat ou même simplement basé sur l'équité. Nous savons que la Cour permanente de justice ne peut appliquer l'équité qu'en vertu d'un accord des parties l'autorisant expressément à procéder ainsi. Cette règle s'applique aussi en cas d'intervention : si l'intérêt est fondé sur l'équité, c'est-à-dire s'il n'est pas d'ordre juridique, la Cour, pour pouvoir statuer là-dessus, doit obtenir préalablement l'assentiment de tous les intéressés à y appliquer l'équité. Ce sont les règles de la compétence *ratione materiae* de la Cour qui imposent cette réserve. Il ne faut pas y voir une contradiction avec ce que nous avons dit à propos de la recevabilité de l'intervention, comme un incident de procédure, sans le consentement des parties initiales : ici, il ne s'agit plus de la compétence *ratione personæ* mais de la compétence à raison de la matière de la demande en intervention.

A ce propos, il convient d'examiner ici une ques-

tion qui a suscité devant le Conseil de la Société des Nations et, plus tard, devant la Cour elle-même, une longue controverse, et que l'on peut résumer ainsi : Les Etats tiers peuvent-ils intervenir dans un débat en alléguant un intérêt que l'on peut appeler législatif (puisque les Etats sont les principaux agents de législation en droit international, tel que celui d'aider à la consécration d'une thèse de droit quelconque ?

Cette question fut posée, pour la première fois, devant le Conseil de la Société des Nations au moment de l'examen du projet de Statut élaboré par les Juristes de la Haye. Le délégué britannique, M. Balfour, soutenait qu'il peut arriver qu'un litige de peu d'importance survenu entre deux puissances nécessite pour sa solution que la Cour se prononce sur un point de droit qui est pour d'autres pays de la plus haute importance et qu'en ce cas il convenait de permettre à ces derniers d'intervenir pour pouvoir orienter la solution à donner à ce point qui les intéresse conformément à leurs conceptions juridiques.

La thèse de M. Balfour fut reprise par Lord Finlay au moment de l'élaboration du Règlement de la Cour, à l'occasion du droit de regard sur les pièces déposées par les parties. Dans la seizième séance de la session préliminaire de la Cour, Lord Finlay soutenait que « les Etats peuvent être intéressés à un procès, non seulement parce que leurs droits propres y sont en cause, mais aussi en raison des effets qui résultent des décisions de la Cour, au point de vue du droit en

général » (1). L'insistance avec laquelle les Anglais ont soutenu cette thèse ne doit pas nous étonner. En effet, on sait d'un côté qu'en Angleterre les précédents judiciaires ont une valeur non seulement morale mais souvent ils s'imposent aux tribunaux inférieurs et même aux juridictions dont ils émanent avec une force égale à celle de la loi. D'un autre côté, il y a une matière qui offre pour les Anglais un intérêt vital; c'est les questions du droit maritime. On se souvient que les divergences qui existent entre les conceptions anglaises et les conceptions continentales en droit maritime, surtout en ce qui concerne la question de la contrebande des vivres, ont provoqué l'échec complet de la tentative de création d'une Cour internationale de prises maritimes en 1907. C'est surtout cette considération qui pousse les Anglais à vouloir s'assurer la possibilité d'influencer la formation du droit international. D'ailleurs, Lord Finlay n'a pas hésité de la proclamer pendant la discussion de sa thèse. En effet, dans le procès-verbal de la 16^e séance de la Cour on peut lire ceci : « D'accord avec le Président, Lord Finlay est d'avis que l'intérêt que présente pour un Etat déterminé, le point de vue adopté par la Cour, dans un cas donné, peut constituer un motif suffisant pour une demande d'intervention. Il mentionne, à titre d'exemple, des cas relevant du *droit maritime* et de la législation du travail » (2).

(1) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 16^e séance, p. 86.

(2) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 16^e séance, p. 89.

La thèse de Lord Finlay fut partagée par MM. Loder et Moore. Mais elle fut combattue par la plupart des autres membres de la Cour, notamment par MM. Anzilotti et Huber. Répondant à Lord Finlay, M. Huber déclare « qu'il ne croit pas que l'intervention, aux termes de l'article 62, puisse être admise dans les cas où un droit positif, concret, n'est pas en jeu » (1). De son côté, M. Anzilotti fait une déclaration non moins catégorique en ce sens; il dit notamment qu'il ne croit pas, contrairement à Lord Finlay et au Président, que l'article 62 vise les cas présentant un intérêt au point de vue du droit international. Il pense que l'article envisage seulement l'éventualité où l'Etat qui désire intervenir, a un véritable droit dans la question litigieuse. Pour lui, les parties qui interviendraient aux termes de l'article 62 deviendraient parties en cause, tandis que tel ne serait pas le cas pour celles qui interviendraient aux termes de l'article 63 (2) ».

La Cour ayant laissé en suspens la solution à donner à ce problème, cette controverse n'a abouti à rien.

A notre avis, la solution de cette question ne peut pas être douteuse. En effet, les travaux préparatoires du statut contiennent un argument irréfutable contre la thèse de Lord Finlay et du Président Loder. Nous savons que la thèse de Lord Finlay était déjà présentée par M. Balfour au Conseil de la Société des Nations

(1) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 16^e séance, p. 87.

(2) V. *Publications de la Cour*, série D, *Actes et Documents*, 16^e séance, p. 90.

au moment de la discussion de l'avant-projet des Juristes de La Haye. M. Léon Bourgeois, le représentant de la France, dans son rapport sur cet avant-projet, adopté à l'unanimité par le Conseil de la Société, disait à ce propos : « Les observations à l'Avant-Projet de La Haye présentées par l'un de nos collègues (M. Balfour) attirent l'attention sur le cas suivant : il pourrait se produire qu'un cas qui a l'air peu important en lui-même, soit soumis à la juridiction de la Cour et que la Cour prenne au sujet de ce cas une décision énonçant certains principes de droit international qui, s'ils étaient appliqués à d'autres pays, modifieraient complètement les principes de droit traditionnel dans ce pays et qui, par là, pourraient avoir des conséquences graves. On s'est demandé si, en vue d'une telle hypothèse, il ne devrait pas être donné aux Etats non partie en cause le droit d'intervenir au procès dans l'intérêt de l'harmonieux développement du droit et d'exercer autrement après la clôture du procès, dans le même intérêt, une influence sur le futur développement du droit. Pareille action de la part d'un Etat non partie en litige aurait en outre l'avantage d'attirer l'attention sur la difficulté qu'il y aurait à faire accepter par certains Etats tel ou tel nouveau développement de la jurisprudence.

Ces considérations contiennent certainement des éléments très précieux. Les Juristes de La Haye n'ont du reste pas méconnu la nécessité de tenir compte de considérations sinon exactement identiques, du moins rentrant dans le même ordre d'idées. Ils ont, en effet,

donné aux Etats non partie au litige un droit d'intervention dans les cas où un intérêt d'ordre juridique qui leur est propre se trouve en jeu.

D'autre part, l'article 61 du projet déclare que « lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, le Greffe avertit sans délai tous les signataires. Chacun d'eux a le droit d'intervenir au procès et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est également obligatoire à son égard ». Cette dernière stipulation établit *a contrario* que, s'il n'est pas intervenu dans l'instance, l'interprétation ne saurait lui être opposée.

Il ne saurait y avoir aucun inconvénient à exprimer d'une façon directe ce que l'article 61 admet d'une façon indirecte. On peut donc proposer à l'Assemblée l'addition d'un article ainsi rédigé :

La décision de la Cour n'est obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé.

Mais l'observation présentée avait une portée beaucoup plus étendue. Il s'agissait de donner aux divers courants juridiques représentés par les divers Etats, la possibilité de collaborer avec la Cour au développement du droit international.

On doit d'abord remarquer que la Cour contiendra également des représentants des différents systèmes juridiques qui se partagent le monde et que les sentences de la Cour seront par là même le résultat de la

collaboration d'esprits et de systèmes tout à fait différents.

Est-il nécessaire d'aller plus loin ?

L'avant-projet de La Haye prévoit le droit pour les juges dissidents de faire constater leur opposition ou leurs réserves, mais sans indication des motifs. Si l'on permettait à ces juges d'exprimer leur avis motivé, le jeu des différents courants juridiques apparaîtrait clairement.

Si cette opinion obtenait l'assentiment du Conseil, il suffirait de modifier ci-après le texte de l'article 56 :

« Si l'arrêt n'exprime pas en tout ou en partie, l'opinion unanime des juges, les dissidents ont le droit d'y joindre l'exposé de leur opinion individuelle (1) ».

D'après ce passage du rapport de M. Léon Bourgeois, la thèse anglaise, celle de M. Balfour et de Lord Finlay, fut certainement repoussée par les rédacteurs du statut de la Cour. Les concessions elles-mêmes qui furent consenties aux partisans de cette thèse par le Conseil de la Société des Nations prouvent cette conclusion. En effet, les amendements au projet des Juristes, proposés à cet égard par M. Léon Bourgeois, qui ont formé plus tard l'objet des articles 57 et 59 du statut actuel de la Cour, n'ont comme raison d'être que le rejet de la thèse anglaise. Il s'agissait pour le Conseil de la Société

(1) V. Publications de la Société des Nations, Documents, Cour permanente de justice internationale, Rapport présenté par le représentant de la France, M. Léon Bourgeois, et adopté par le Conseil de la Société des Nations réuni à Bruxelles le 27 octobre 1920, n° 32, pp. 45 et suiv., surtout 8°, p. 50.

des Nations de choisir entre les deux alternatives suivantes : ou bien d'admettre l'intervention des tiers n'ayant aucun intérêt concret dans le litige simplement pour orienter la jurisprudence de la Cour vers leurs conceptions juridiques, ou bien de repousser cette intervention et de la remplacer par des garanties accordées aux tiers contre une jurisprudence à la formation de laquelle ils n'ont pas participé. Le Conseil de la Société des Nations et, par suite, l'Assemblée et le statut de la Cour, se sont prononcés pour la dernière de ces solutions.

Cette solution, d'ailleurs est conforme aux principes gouvernant l'intervention en droit interne. En effet, on se souvient que l'intérêt purement théorique et doctrinal, tel que celui d'aider à la consécration d'une thèse de droit, ne suffit pas pour justifier l'intervention des tiers en droit interne (voir nos explications sur le Droit français et le Droit italien).

SECTION III

Forme, procédure, jugement et dépens de l'intervention.

a) *Forme.* — La forme de l'intervention est déterminée par l'article 62 du Statut de la Cour; elle doit être faite par une requête adressée par l'intervenant à la Cour. De son côté, le règlement de la Cour exige que cette requête soit communiquée au greffier « au

plus tard avant l'ouverture de la procédure orale » (art. 58 al. 1, du règlement).

On se souvient qu'en droit interne il y a des législations qui admettent l'intervention par des conclusions prises à l'audience. En présence des termes nets des articles 62 du statut et 58 et 59 du Règlement, cette procédure nous paraît inadmissible devant la Cour de La Haye. En ceci, la procédure de la Cour se rapproche de la procédure française.

L'article 59 du Règlement indique les matières qui font l'objet de la requête : 1) la spécification de l'affaire; 2) l'exposé des raisons de droit et de fait justifiant l'intervention; 3) le bordereau des pièces à l'appui, qui sont annexées. Mais il faut remarquer que ces mentions ne sont pas les seules qui doivent figurer dans la demande en intervention, celle-ci n'étant au fond qu'une requête ordinaire, doit, croyons-nous, comprendre, en outre « l'élection au siège de la Cour d'un domicile où les notifications et communications sont envoyées » (art. 35 du Règlement).

b) *Procédure et jugement.* — Une fois parvenue au greffier, la requête en intervention doit être immédiatement communiquée par les soins de celui-ci aux parties déjà en cause, qui, de leur côté doivent envoyer au greffier leurs observations sur l'intervention dans les délais fixés par la Cour, ou, si elle ne siège pas, par son Président (art. 59 du Règlement). Par un amendement récent (31 juillet 1926) la Cour a introduit dans le texte de l'article 59 du Règlement une addition en

vertu de laquelle les observations envoyées par les parties déjà en cause doivent être communiquées à l'Etat qui a présenté la requête en intervention ainsi qu'aux parties autres que celles dont elles émanent. Ensuite le nouveau texte envisage deux hypothèses : 1° le cas où l'intervention est contestée; 2° le cas où personne ne conteste l'intervention.

1° *Cas où l'intervention est contestée.* — Si l'intervention est contestée par l'une des parties « l'incident est inscrit à l'ordre du jour d'une audience, dont la date et l'heure sont communiqués à tous les intéressés. La Cour statue sur la requête par un arrêt » (art. 59, al. 3).

2° *Cas où la requête n'est pas contestée.* — En ce cas, « le Président, si la Cour ne siège pas et sous réserve de toute décision ultérieure qu'elle pourrait prendre quant à l'admission de la requête, peut fixer, à la demande de l'Etat requérant, les délais dans lesquels cet Etat est autorisé à déposer un mémoire sur le fond et dans lesquels les autres parties pourront répondre par des contre-mémoires. Ces délais ne peuvent toutefois s'étendre au delà du commencement de la session au cours de laquelle l'affaire doit être traitée » (art. 59, al. 4).

L'article 58 du Règlement, tout en fixant comme terme pour l'introduction de la demande en intervention « avant l'ouverture de la procédure orale » laisse à la Cour la faculté d'accueillir une requête présentée plus tard. Il ne met comme condition de l'exercice de

cette faculté que l'existence de « circonstances exceptionnelles », sans spécifier d'aucune façon ces dernières, laissant ce soin entièrement à la discrétion de la cour.

L'intervention est-elle possible dans la procédure d'interprétation de l'article 60 du Statut et dans celle de révision de l'article 61? D'après le texte de ces deux articles aussi bien que d'après celui de l'article 66 du Règlement, seuls les Etats entre lesquels est intervenu l'arrêt qui fait l'objet de la demande en interprétation ou en révision peuvent figurer dans ces deux procédures. En effet, les articles 60 et 61 du Statut parlent de « parties » et l'article 66 du Règlement, plus clair encore, énonce que le greffier doit notifier immédiatement la demande en révision aux *autres parties intéressées*. Pour être « autres parties » il faut avoir été déjà parties. A cet argument des textes on peut ajouter que le jugement de la Cour n'étant obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé, on conçoit mal l'intérêt d'un tiers qui voudrait en demander l'interprétation ou la révision. Cette solution est conforme à la doctrine et à la jurisprudence en France.

En revanche, l'intervention est possible dans la procédure sommaire aussi bien que dans la procédure ordinaire. Il convient de remarquer à cet égard que l'intervenant n'a pas le droit de demander la transformation de la procédure sommaire en procédure ordinaire, ni de demander un changement quelconque dans la composition de l'une des chambres spéciales

dont parlent les articles 26 et suivants du Statut. Cette solution s'inspire du caractère urgent de la procédure sommaire (art. 29 du Statut), du fait que l'intervenant ne doit pas retarder le jugement de l'action principale et, enfin, du caractère de l'intervention elle-même qui n'est qu'un accessoire de la demande principale : *accessorium secuitur principale*.

A cet égard, il s'est posé devant la Cour une question concernant l'effet de l'intervention sur la composition de la Cour : on s'est demandé si l'intervenant avait le droit de nommer un juge national aux termes de l'article 31 du statut. M. Anzilotti était d'avis que, l'intervention une fois admise, l'intervenant deviendrait partie au procès au même titre que les parties originaires et, par conséquent, aurait le droit de nommer un juge de sa nationalité ; il avait même formulé un projet d'article à insérer au Règlement en ce sens. Cette thèse n'a pas été admise par la Cour et le texte de M. Anzilotti fut rejeté par 9 voix contre 3 (1). Donc, il n'est pas douteux maintenant que l'intervenant doit accepter la Cour telle qu'elle est composée. Il faut remarquer que dans le seul cas d'intervention qui s'est présenté devant la Cour l'affaire du *Wimbledon*, la Pologne, peut-être anticipant cette solution, renonça à la demande de nomination d'un juge national (2).

(1) V. *Publications de la Cour, Actes et Documents*, 37^e séance, p. 215.

(2) V. *Publications de la Cour*, série C., note 3, vol. 1, pp. 116 et suiv.

A la procédure de l'intervention se rattache la question importante du droit de regard qu'ont les tiers sur les pièces de procédure présentées par les parties. Cette question fut longuement discutée par la Cour dans sa session préliminaire, au début de l'élaboration du Règlement.

Nous avons déjà expliqué comment l'examen du droit de regard a provoqué un long débat sur le droit d'intervention lui-même. La Cour, qui a préféré ne rien décider en ce qui concerne l'intervention, a donné une solution qui nous paraît incomplète, au droit de regard. Elle a d'abord adopté un texte proposé par M. Altamira qui n'accorde le droit de regard que sur les mémoires, contre-mémoires et répliques et seulement à un Etat « qui aurait justifié devant la Cour de sa faculté d'intervention dans l'affaire, en vertu de l'article 62, ou qui se trouverait dans le cas prévu à l'article 63 ; exception faite toujours des réserves que les parties ont le droit de porter sur la nécessité de maintenir secrètes des parties des documents cités ». Ce texte ajoutait que « l'examen de toute autre pièce ne pourra avoir lieu que par autorisation spéciale de la Cour, qui tiendra toujours compte du désir des parties de conserver secrètes certaines pièces ou parties de pièces » (1).

Le droit de regard sur les pièces n'a comme raison d'être que de donner aux tiers la possibilité de connaître s'il y a pour eux un intérêt d'ordre juridique

(1) V. *Publications de la Cour*, série D., Annexe 61 g., art. 39, p. 490.

en cause dans un litige entre d'autres Etats et éventuellement, s'ils doivent intervenir en vertu de cet intérêt. Soumettre le droit de regard à la justification préalable de l'intervention équivaldrait à rendre ou bien impossible l'intervention ou bien inutile le droit de regard. Le Comité de rédaction, composé de MM. Loder, Weiss et de Lord Finlay, s'est aperçu du caractère illusoire de la faculté accordée aux tiers par le texte de M. Altamira adopté par la Cour et adressa à cette dernière une note dans laquelle il insista sur le remplacement du texte de M. Altamira par un autre proposé par M. Anzilotti avec un léger amendement du Comité. Ce texte fut définitivement adopté par la Cour et il forme l'article 36 actuel du Règlement (1). Mais, même aux termes de cet article, seuls les mémoires et contre-mémoires sont accessibles à l'examen de tout Etat admis à ester en justice avec l'autorisation de la Cour ou, si elle ne siège pas, du Président, et après avoir entendu les parties. Quant aux autres pièces de la procédure, rien n'a été mentionné dans ce texte à leur égard, et si l'on voulait s'inspirer des délibérations de la Cour en cette matière, on devrait conclure que les tiers ne peuvent examiner autre chose que les mémoires et les contre-mémoires. En effet, M. Loder et Lord Finlay, qui ont fini par admettre et même par proposer le texte actuel de l'article 38 du Règlement, voulaient au début que l'on reconnaisse à la Cour le droit de laisser les tiers exa-

(1) V. *Publications de la Cour*, série D, appendice II, pp. 504 et 505.

miner toutes les pièces de la procédure écrite, mémoires et autres pièces et documents, en tenant compte des circonstances et en ayant soin d'empêcher tout abus. Certainement, il n'a pas échappé à M. Loder et à Lord Finlay qu'avoir réduit leurs demandes en ce qui concerne le droit de regard aux mémoires et contre-mémoires équivalait à une renonciation à la faculté plus étendue qu'ils voulaient auparavant accorder à la Cour. D'ailleurs, par un argument *a contrario*, si les mémoires et les contre-mémoires sont accessibles aux Etats admis à ester en justice devant la Cour, il est permis de conclure que les autres pièces ne le sont pas.

c) *Dépens de l'intervention*. — L'article 64 du Statut stipule que chaque partie supporte ses frais de procédure, à moins d'une décision contraire de la Cour. Cette règle s'applique aussi bien à l'intervenant qu'aux parties originaires. En combinant le texte de l'article 64 du Statut avec celui de l'article 56 du Règlement, il apparaît que la question des dépens peut être soumise dans la procédure de la Cour aux mêmes règles qu'en droit interne : l'attribution des frais est laissée à l'appréciation de la Cour.

SECTION IV

Effets de l'intervention

L'absence de voies de recours contre les arrêts de la Cour permanente de justice est mitigée, en ce qui

concerne les Etats tiers, par la double règle qu'édicte l'article 59 du Statut. Cet article consacre le principe de la relativité de la chose jugée. On retrouve ici encore la fameuse maxime que l'on a déjà rencontrée en droit interne : *Res inter alios judicata aliis nec nocet nec prodest*. Mais, ici encore l'intervention a pour principal effet d'écarter l'application de cette règle.

Les effets de l'intervention aux termes de l'article 62 ne diffèrent en rien de ceux de l'intervention en droit interne, notamment en Droit français : l'intervenant devient partie au procès au même titre que les parties initiales et dans la mesure qui l'a appelé à intervenir. Il pourra invoquer le jugement à son profit, mais, en revanche, ce jugement aura à son égard la force de la chose jugée et pourra lui être opposé.

Si l'intervention réunit toutes les conditions requises pour son admissibilité, il incombe à la Cour de la recevoir, mais celle-ci reste toujours maîtresse absolue dans l'examen et l'appréciation de ces conditions. L'intérêt d'ordre juridique, la qualité de l'intervenant et le fait que l'intervention ne retarde pas outre mesure la solution de l'action principale, tous des problèmes dont la solution est entièrement laissée à l'appréciation de la Cour. Sur ce point, le rapport de M. de Lapradelle, que nous avons déjà cité, fait dépendre expressément la recevabilité de l'intervention de la légitimité de l'intérêt d'ordre juridique, il s'ensuit qu'une fois cette légitimité démontrée, la Cour n'aura pas le droit de rejeter l'intervention ; mais il faut,

bien entendu, que cette dernière réunisse les autres conditions requises pour sa validité. En ceci, l'intervention aux termes de l'article 62 du Statut diffère totalement de celle dont parle l'article 63 et que nous allons aborder maintenant.

CHAPITRE IV

L'intervention aux termes de l'article 63 du Statut de la Cour

L'article 63 du Statut envisage une procédure spéciale par laquelle les Etats tiers, ayant participé à une convention avec d'autres Etats engagés dans une instance devant la Cour, peuvent intervenir dans le litige lorsqu'il s'agit de l'interprétation de cette convention. Cette procédure tient pour partie de la dénonciation de l'instance du Droit allemand et pour ses effets de l'assignation en déclaration de jugement commun du Droit français. Elle diffère par sa nature, par ses conditions, par sa procédure et par ses effets de l'intervention de l'article 62 du Statut.

Tout d'abord, il faut remarquer que la Cour ne possède pas à l'égard de cette intervention le même pouvoir d'appréciation que lui reconnaît l'article 62 du statut, en ce qui concerne l'intervention examinée dans le chapitre précédent. Dans son rapport sur l'avant-projet du Statut élaboré par les juristes de La Haye, M. de Lapradelle s'exprime à cet égard ainsi : « Il y a de plus un cas où la Cour *ne saurait refuser* (cannot

refuse) la demande d'intervention; c'est lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige; chacun d'eux *a le droit* d'intervenir au procès » (1). Par conséquent, cette intervention s'impose à la Cour du moment que l'intervenant est partie à une convention qu'il s'agit d'interpréter. A part cette différence importante, l'intervention dont parle l'article 63 reste toujours un incident de procédure qui surgit dans l'instance principale dont il est un accessoire. La nature incidente de cette intervention comporte toutes les conséquences que nous avons exposées à cet égard en traitant l'intervention de l'article 62 et auxquelles nous nous bornons ici de renvoyer.

Pour que cette intervention soit recevable, faut-il que l'intervenant ainsi que les parties originaires soient soumis à la compétence obligatoire de la Cour? On se souvient de la longue controverse qu'a provoquée cette question à l'occasion de l'article 62 du statut; ici, par contre, la réponse ne peut pas être douteuse : il n'y a pas lieu d'exiger la soumission des intéressés à la compétence obligatoire. Du moment qu'ils avaient tous participé à la même convention qui fait l'objet de l'examen de la Cour et que l'instance principale est valablement engagée devant cette dernière, l'intervenant a le droit de s'y présenter, qu'il soit soumis ou non à la compétence obligatoire. D'ailleurs, l'article 63 du Statut n'est que la reproduction presque

(1) V. *Procès-Verbaux des séances du Comité*, 34^e séance, p. 745.

textuelle de l'article 84 de la Convention de La Haye de 1907 qui existait à un moment où la compétence obligatoire n'était pas bien entendu, exigée comme condition de la recevabilité de l'intervention.

Quant à la capacité requise pour intervenir aux termes de l'article 63 du Statut, on peut se demander s'il faut se contenter de la capacité d'ester en justice comme au cas de l'article 62 ou s'il faut exiger de plus que l'intervenant soit un Etat et non pas seulement un membre de la Société des Nations. En effet, l'article 63 du Statut, comme d'ailleurs l'article 62, ne parle que d'Etats. Mais il y a un nouveau texte qui éclaire bien ce point : c'est l'article 60 amendé du Règlement de la Cour. Le nouveau paragraphe de cet article est ainsi conçu : « La notification prévue à l'article 63 du Statut sera adressée à tout Etat ou *Membre* de la Société des Nations participant à une convention sur laquelle le compromis ou la requête se fonde pour demander la décision de la Cour » (art. 60 amendé du Règlement). A ce texte exprès il convient d'ajouter les arguments que nous avons déjà exposés à propos de l'article 62 du Statut.

En ce qui concerne l'intérêt qui doit servir de base à l'intervention de l'article 63 du Statut, il convient de remarquer que cet article édicte une présomption légale *juris et de jure* d'un intérêt suffisant pour justifier l'intervention de l'Etat tiers ayant participé à la convention dont l'interprétation est en cause. Ni les parties initiales, ni la Cour, n'ont le droit de discuter l'existence ou la validité de cet intérêt du moment que

l'intervenant est partie à la convention. C'est là qu'on trouve la caractéristique la plus importante de l'intervention de l'article 63 du Statut. Il n'y a pas lieu, non plus, pour les parties ou pour la Cour d'examiner la nature de cet intérêt ou de rechercher s'il est d'ordre juridique ou non; il existe, il est valable, et il est suffisant pour justifier l'intervention en vertu d'une présomption légale irréfragable.

Les autres conditions de l'intervention dont parle l'article 62 du statut sont communes à l'intervention de l'article 63.

Quant à la forme, à la procédure et aux dépens de l'intervention de l'article 63, il convient de signaler les légères différences qui existent à cet égard entre les deux sortes d'intervention.

Le greffier de la Cour, qui n'a aucune initiative à prendre en ce qui concerne l'intervention de l'article 62, doit s'empresser de notifier aux intervenants éventuels de l'article 63 que la convention à laquelle ils ont participé fait l'objet de l'examen de la Cour. Les tiers qui reçoivent cet avis ne sont pas obligés de lui donner aucune suite, mais ils ont la faculté d'intervenir au procès en envoyant au greffier un simple avis, une information, par écrit, exprimant leur volonté de prendre part aux débats. Cet avis doit parvenir au greffe « au plus tard avant la procédure orale ». (Art. 60 du Règlement). Mais, quoique cet article ne contienne pas de disposition analogue à celle de l'art. 58, al. 2 du Règlement, il est permis de croire que cette date n'est pas fixée à peine de nullité. En effet, d'après

les dispositions générales du Règlement (art. 33) la Cour a toujours une latitude pour déclarer valable un acte de procédure accompli après le terme fixé.

Dès que l'avis contenant la volonté des tiers d'intervenir au procès parvient au greffier, celui-ci « prend les mesures nécessaires pour permettre à l'Etat intervenant de connaître les documents de l'affaire, pour autant qu'ils concernent l'interprétation de la convention en cause, et de soumettre à la Cour ses observations à ce sujet » (art. 60 amendé du Règlement). Enfin, l'article 60 du Règlement ajoute : « Les dites observations sont communiquées aux parties et peuvent être débattues par elles, la Cour peut autoriser l'Etat intervenant à répondre ». Notons que ce texte n'envisage que la procédure écrite, mais il est incontestable que l'intervenant aura le droit de participer à la procédure orale aussi, pour autant que celle-ci concerne l'interprétation de la convention.

Si l'intervention réunit les conditions nécessaires, la Cour en donne acte à l'intervenant et la déclare recevable.

Les dépens de l'intervention ne peuvent pas être, croyons-nous, mis à la charge d'une partie autre que l'intervenant lui-même. C'est un cas analogue à l'intervention conservatoire des créanciers en droit interne et on sait que dans ce genre d'intervention les frais sont toujours supportés par l'intervenant.

Quant aux effets de l'intervention de l'article 63 du Statut, ils diffèrent sensiblement de ceux de l'intervention de l'article 62. L'intervenant aux termes de l'ar-

ticle 63 ne devient pas, à proprement parler, une partie au procès. Il n'y participe que pour surveiller et, au besoin, exercer une influence quelconque sur l'interprétation de la convention. D'ailleurs, le dernier paragraphe de l'article 60 du Règlement, qui ne met à la disposition de l'intervenant des documents de l'affaire que pour autant qu'ils concernent l'interprétation de la convention, indique assez clairement l'étendue de cette intervention. L'intervenant n'a pas de demandes propres contre l'une ou l'autre des parties. Il est là simplement pour présenter des observations sur l'interprétation de la convention. Il ne devient donc pas partie, au même titre que les parties initiales, et celles-ci ne peuvent pas, de leur côté, lui réclamer quoique ce soit. Mais l'arrêt de la Cour aura à son égard, uniquement en ce qui concerne l'interprétation de la convention, la force de la chose jugée. L'intervenant, de son côté, peut s'en prévaloir contre les parties au procès, exactement comme si l'interprétation était incorporée à la convention.

L'utilité de cette intervention fut signalée en 1899 par M. le baron Descamps dans son rapport à la Première Conférence de La Haye que nous avons déjà cité. M. de Lapradelle, dans son rapport sur l'avant-projet des Juristes de La Haye, dit à cet égard : « Lorsqu'il s'agit de traités collectifs, on peut obtenir ainsi très promptement des interprétations générales, en harmonie avec le caractère de la Convention » (1).

(1) V. *Procès-Verbaux des séances du Comité*, Rapport de M. DE LAPRADELLE, p. 745.

Supposons maintenant qu'au lieu d'une seule convention conclue entre plusieurs Etats, on se trouve en présence de plusieurs conventions exactement identiques, mais conclues séparément entre divers Etats. S'il s'agit de l'interprétation de l'une de ces conventions, un Etat, qui n'y a pas participé mais qui a conclu une convention analogue avec l'une des parties ou même avec chacune d'elles séparément, peut-il se prévaloir de la faculté d'intervenir accordée par l'article 63 du statut? Nous préférons répondre négativement. Tout d'abord, l'article 63 parle « *d'une convention* », il n'envisage que les conventions collectives, telles que les Unions d'Etats ou les Unions universelles. En second lieu, il faut remarquer qu'il y a une grande différence entre une convention collective et un nombre de conventions identiques, conclues séparément entre les Etats : en cas d'une convention collective, aucune des parties contractantes ne peut y introduire un changement quelconque sans l'accord de toutes les autres parties; tandis qu'en cas de plusieurs conventions identiques, chacune d'elles peut être remaniée sur l'accord des seuls Etats qui y ont participé (1).

(1) Mais, un Etat ayant conclu avec l'une des parties une convention analogue à celle qu'il s'agit d'interpréter dans le litige, peut-il y intervenir aux termes de l'article 62 du Statut? Cette question est d'actualité, vu le différend entre la Belgique la Chine à cause de la dénonciation du Traité de Commerce par cette dernière. Supposons que le litige étant porté devant la Cour permanente de justice, l'Angleterre, invoquant qu'elle a un Traité avec la Chine analogue à celui qu'il s'agit d'interpréter, peut-elle intervenir? La négative ne nous paraît pas douteuse : l'article 62 n'autorise pas l'intervention ayant pour but unique la consécration d'une thèse juridique.

CHAPITRE V

La jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale en matière d'intervention (L'affaire du Vapeur *Wimbledon*)

Un fait qui mérite d'être signalé à l'honneur de l'intervention est que cette institution a été l'objet de la première activité contentieuse de la Cour permanente de justice. Le premier arrêt rendu par la plus haute juridiction qui existe au monde a statué uniquement sur la question de l'intervention de la Pologne dans l'affaire du vapeur *Wimbledon*, dont voici, très succinctement, les faits : un vapeur britannique, le *Wimbledon*, affrété par une société française d'armement « Les Affréteurs réunis », étant en route sur Dantzig avec un chargement de matériel militaire destiné au Gouvernement Polonais, s'est vu refuser, par les autorités allemandes, l'accès et le libre passage du canal de Kiel. Le Gouvernement allemand alléguait comme prétexte pour justifier ce refus que la cargaison du vapeur *Wimbledon* consistait en matériel de guerre à destination d'une puissance, la Pologne, qui était encore en état de guerre avec une autre puissance, la Russie (le traité de paix entre ces deux pays n'était

pas encore ratifié), et que les règlements allemands sur la neutralité interdisaient le transit sur le territoire allemand du matériel de guerre à destination de ces deux pays.

La France protestait auprès de l'Allemagne contre cette conduite, invoquant l'article 380 du Traité de Paix de Versailles aux termes duquel : « Le canal de Kiel et ses accès seront toujours libres et ouverts sur un pied de parfaite égalité aux navires de guerre et de commerce de toutes les nations en paix avec l'Allemagne ».

L'Allemagne ayant renouvelé le refus de passage du *Wimbledon*, les principales puissances alliées signataires du Traité de Versailles (l'Angleterre, l'Italie et le Japon) ont porté le différend devant la Cour permanente de justice internationale, en vertu de l'article 386 du Traité de Versailles qui, combiné avec l'article 37 du Statut de la Cour, reconnaît à celle-ci la compétence en cette matière.

Un mois avant l'ouverture de la procédure orale, la Pologne présenta une requête aux fins d'intervention dans le procès aux côtés des Etats demandeurs.

Nous n'avons pas à nous occuper ici du fond de cette affaire; seule la question de l'intervention de la République Polonaise va faire l'objet de notre examen.

Après avoir invoqué les articles 62 du Statut de la Cour et 58 et 59 du Règlement, et après avoir exposé brièvement les faits de l'affaire, la requête polonaise procède ainsi :

« Considérant que la Pologne a participé au Traité de Versailles et que le refus en question a violé les droits et les intérêts matériels garantis à la Pologne aux termes de l'article 380 du Traité de Versailles.

« Le soussigné dûment autorisé par le Gouvernement de la République polonaise présente à la Cour, d'accord avec les Gouvernements de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et du Japon, la demande de l'Etat polonais d'intervenir, aux côtés de ces autres Etats, dans l'affaire du Wimbledon sus-indiquée » (1).

La Cour devait se prononcer d'abord sur la requête polonaise. Entre temps, usant de la faculté que lui accorde l'article 59 du Règlement de la Cour, le Gouvernement britannique présenta à la Cour des observations concernant la demande en intervention de la Pologne. Ces observations ont eu une influence décisive sur la tournure qu'a prise l'intervention polonaise; elles méritent d'être examinées de très près.

Le Gouvernement britannique déclare tout d'abord qu'il envisage favorablement l'intervention de la Pologne dans l'affaire du *Wimbledon* non pas en vertu de l'article 62 du statut qu'invoque la requête polonaise, mais en vertu de l'article 63 du Statut, la Pologne étant signataire du Traité de Versailles qu'il va falloir interpréter dans l'instance du *Wimbledon*. Les principaux arguments invoqués par le Gouvernement britannique à l'appui de sa thèse se résument ainsi :

(1) V. *Publicatiins de la Cour*, série C, n° 3, vol. I, p. 102.

1° — Qu'il s'agit d'être admis à intervenir non pas comme tierce partie, selon les termes de l'article 62, mais bien aux côtés des gouvernements britannique, français, italien et japonais;

2° — Qu'il n'apparaît pas clairement que les points litigieux de l'affaire du *Wimbledon* mettent pour la Pologne en cause un intérêt d'ordre juridique;

3° — Que la Cour ne saurait agréer une requête de cette nature qui dût susciter des difficultés aux parties en présence.

4° — Que, pour ce qui est du caractère obligatoire de la sentence prononcée par la Cour, la situation d'un Etat admis à intervenir en vertu de l'article 62 paraît être identique en tous points à celle d'un Etat intervenant en vertu de l'article 63 (1).

Remarquons d'abord que les deux premiers de ces arguments sont d'ordre purement juridique; les deux autres sont plutôt des arguments d'opportunité.

Premier argument. — Le Gouvernement anglais nous semble comprendre l'article 62 du statut comme envisageant uniquement ce que l'on appelle en Droit français l'intervention agressive, celle d'un tiers qui fait valoir un droit propre contre les deux parties en cause. S'inspirant des principes du Droit anglais, le Gouvernement britannique a poussé son raisonnement jusqu'à ses conséquences les plus naturelles. Nous avons déjà vu comment le droit anglais n'admet pas

(1) V. *Publications de la Cour*, série C, n° 3, vol. I, p. 105.

l'intervention agressive en qualité de demandeur. Il est très probable que ces considérations étaient le mobile principal qui détermina le Gouvernement anglais à prendre position ainsi à l'égard de l'intervention polonaise.

Remarquons tout d'abord que cette interprétation ne s'appuie sur aucun texte du Statut ni du Règlement. De plus, elle va à l'encontre des travaux préparatoires du texte de l'article 62 du Statut. En effet, commentant ce texte, M. de Lapradelle, le rapporteur du Comité de Juristes de La Haye dit : « Trois cas peuvent se présenter : une partie peut vouloir se se ranger, soit près du demandeur, soit près du défendeur. Une partie peut faire valoir certains droits qui lui sont propres. Une partie peut demander que l'un des deux Etats en cause disparaisse parce qu'il n'est pas le véritable *dominus* du droit qu'il revendique. Dans ce cas l'intervention tend à l'exclusion, *mais le plus souvent un Etat se borne à joindre son assistance à celle de l'une des parties : doit-on le lui permettre? — Oui, répond le Comité, mais à la condition qu'il s'agisse d'un intérêt d'ordre juridique* » (1). La clarté de ce texte nous dispense de tout commentaire. D'après lui, il est incontestable que l'article 62 du Statut reconnaît aux tiers le droit d'intervenir aux côtés des demandeurs comme aux côtés des défendeurs, et les Juristes de La Haye, loin de s'inspirer du Droit anglais en cette matière, s'en sont écartés en adoptant les principes du droit continental.

(1) V. *Procès-verbaux des séances du Comité*, p. 745.

Deuxième argument. — Il est vraiment étonnant que l'Angleterre, dont les représentants et les juristes n'ont jamais cessé d'assurer que l'intérêt d'ordre juridique qu'exige l'article 62 devrait être entendu d'une façon assez large pour comprendre même un intérêt purement doctrinal, prétende que cet intérêt manque pour la Pologne dans l'affaire du *Wimbledon*. A la réception des observations anglaises, le Gouvernement polonais n'a trouvé comme réponse immédiate à cet argument que d'affirmer que son intérêt était tellement évident qu'il ne pouvait pas donner lieu à des doutes et son représentant devant la Cour, reprenant cette question plus tard, à l'audience, s'est exprimé ainsi : « Le gouvernement polonais en tant que destinataire du chargement, estime que dans l'affaire *Wimbledon* un intérêt juridique en cause pour lui ne pouvait lui être contesté. Une certaine quantité de matériel roulant de chemin de fer d'Etat polonais attendait, inutilisée, deux semaines, le déchargement du navire, empêché par le Gouvernement allemand d'arriver à temps au port de destination » (1). A notre avis, la Pologne avait dans cette affaire un intérêt d'ordre juridique tellement évident qu'il y a une grande probabilité que la Cour le lui aurait reconnu si Elle avait insisté à s'appuyer sur l'article 62 du statut, et la Cour lui aurait accordé, peut-être, même des dommages-intérêts si Elle en avait demandé.

Quant aux arguments d'opportunité, les deux der-

(1) V. *Publications de la Cour*, série C, n° 3, vol. I, p. 116.

niers, il convient de remarquer que l'intervention polonaise n'aurait pas créé pour les parties plus de difficultés si elle était basée sur l'article 62 du statut qu'en la basant sur l'article 63. La Pologne ne réclamait ni une nouvelle enquête ni une nouvelle expertise; elle voulait simplement protéger des droits que l'Allemagne lui avait violés.

Il est vrai qu'au point de vue du caractère obligatoire de la sentence l'intervention aux termes de l'article 62 ne diffère en rien de celle basée sur l'article 63. Mais, à part ce caractère commun, nous savons que l'intervention inoffensive de l'article 63 est loin d'avoir les mêmes effets que l'intervention proprement dite de l'article 62. La Pologne admise à intervenir en vertu de l'article 63 n'aura aucun droit à discuter le fond du litige, ni même à examiner les documents de l'affaire au delà de ce qui concerne l'interprétation des clauses du Traité de Versailles en question. D'ailleurs, est-ce une raison, pour priver la Pologne de se prévaloir de l'article 62 du Statut, qu'elle puisse en même temps invoquer l'article 63. Peu de temps avant l'affaire du *Wimbledon*, un vapeur danois, le *Dorrit*, fut empêché de traverser le canal de Kiel au moment où il se rendait à Dantzig avec un chargement de matériel de guerre destiné à l'armée polonaise (1). Pouvait-on contester au Gouvernement de Danemark le droit d'inter-

(1) V. *Publications de la Cour*, série C, n° 3, vol. I, p. 138, dans l'affaire du *Dorrit*, la Conférence des Ambassadeurs protesta contre l'action de l'Allemagne, mais les Puissances alliées n'ont pas poussé les choses plus loin.

venir dans un procès intenté à l'Allemagne par les quatre puissances alliées à cause de ce manquement à ses engagements internationaux, si ce procès avait eu lieu? Nous ne le croyons pas, pourtant le Danemark n'était pas partie au Traité de Versailles et n'avait pas, par conséquent, le droit d'invoquer d'autres textes que celui de l'article 62 du Statut. Mais alors, le fait que la Pologne possède deux moyens pour protéger ses intérêts vis-à-vis de l'Allemagne la mettrait dans une situation moins avantageuse que celle où se trouverait un pays n'ayant qu'un seul moyen de défense : c'est, croyons-nous, inadmissible.

Il nous paraît que les observations britanniques ne devaient pas avoir un effet quelconque sur l'intervention polonaise; elles ne résistent pas à un examen sérieux. Cependant, c'est précisément le contraire qui est arrivé. La Pologne, dans un esprit très louable de conciliation, a renoncé à ce que nous nous permettons d'appeler son droit d'invoquer l'article 62 du Statut à l'appui de son intervention, déclarant qu'Elle n'a pas l'intention de demander au Gouvernement allemand de dommages-intérêts et qu'Elle se contente de baser sa requête sur l'article 63 du Statut en sa qualité d'Etat ayant participé au Traité de Versailles dont il s'agit d'interpréter certaines clauses dans l'affaire du *Wimbledon*.

Dès ce moment, il ne restait plus aux parties en cause qu'à acquiescer à l'intervention polonaise. Elles l'ont fait, les unes en se remettant sur la question de la

recevabilité de cette intervention à l'appréciation de la Cour et les autres en l'appuyant expressément.

La Cour, de son côté, dans un arrêt rendu le 28 juin 1923, a reçu l'intervention polonaise (1).

(1) Cet arrêt n'ajoute rien aux explications que nous venons de donner, mais étant le premier rendu par la Cour permanente de justice internationale et le seul, jusqu'ici, en matière d'intervention, nous ne croyons pas superflu de le reproduire *in extenso* dans un annexe à la fin de ce travail.

APPENDICE

L'intervention forcée devant la Cour permanente de justice internationale

L'intervention forcée est-elle possible dans la procédure de la Cour permanente de justice internationale? Si nous nous sommes posé cette question, c'est que l'intervention forcée ne peut avoir lieu que si le tiers à mettre en cause était soumis à la juridiction obligatoire de la Cour. Au moment de l'inauguration de la Cour, peut-être était-il prématuré d'envisager la possibilité de l'intervention forcée; mais, maintenant que la clause facultative concernant la compétence obligatoire (art. 36 du Statut) est acceptée par un nombre considérable de Nations, il serait temps de s'en occuper.

Ni le statut de la Cour, ni son Règlement ne parle de cette institution; est-ce à dire qu'ils la repoussent? Nous ne le croyons pas. L'assignation en déclaration de jugement commun a été passée sous silence par le Code de procédure civile français, néanmoins, sa recevabilité en tout état de cause, soit avant, soit après le jugement, n'en est pas moins certaine (1). On peut dire

(1) V. GARSONNET, *Traité*, 2^e éd., t. III, § 958, p. 261.

autant de l'intervention forcée devant la Cour permanente de La Haye.

La condition essentielle de la recevabilité de cette intervention est celle-ci : il faut que le tiers mis en cause, appelé en garantie ou assigné en déclaration de jugement commun soit soumis à la compétence obligatoire de la Cour, non seulement vis-à-vis de l'Etat qui lui demande d'intervenir mais aussi de tout Etat ayant à son égard la qualité de demandeur et envers lequel il est appelé à se défendre.

Les autres conditions de l'admissibilité de cette intervention ainsi que ses caractères et effets sont, d'une façon générale, analogues aux conditions, caractères et effets de l'intervention volontaire, auxquels nous nous bornons à renvoyer.

Reste la procédure à suivre dans cette intervention. Il est certain que le Règlement de la Cour n'envisage pas particulièrement l'intervention forcée, mais d'après l'esprit, très large d'ailleurs, de ce Règlement qui se manifeste notamment dans ses dispositions générales (articles 32 et suiv.), il est permis de croire que l'absence de règles de procédure concernant cette intervention ne lui fermera pas la porte de la Cour. Il n'est pas douteux que la meilleure solution serait d'introduire au Règlement, chose bien facile pour la Cour, quelques textes visant ce cas spécial d'intervention; mais, en attendant, on peut suivre une procédure inspirée par les textes concernant l'introduction de l'instance, pour le rôle de l'Etat qui appelle l'Etat tiers en cause, étant donné que le premier assume vis-à-vis

du deuxième le rôle d'un demandeur. En combinant cette considération avec le caractère incident de l'intervention forcée quant aux parties originaires, on devrait lui appliquer les règles que nous avons exposées à propos de l'intervention volontaire.

VU : *Le Président de thèse,*
BASDEVANT.

VU : *Le Doyen,*
BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris.

POUR LE RECTEUR :
L'Inspecteur d'Académie,
MAURELLET.

ANNEXE

Cour permanente de Justice Internationale

TROISIÈME SESSION

Affaire du Vapeur « Wimbledon »

DEMANDEURS :

Les Gouvernements de Sa Majesté britannique,
de la République française,
de Sa Majesté le Roi d'Italie,
de Sa Majesté l'Empereur du Japon.

DÉFENDEUR :

Le Gouvernement de l'Empire allemand.

INTERVENANT :

Le Gouvernement de la République polonaise.

Question de l'intervention de la Pologne.

La Cour ainsi composée :

MM. LODER, président,	
WEISS, vice-président,	
Lord FINLAY,	
MM. NYHOLM,	} juges
MOORE,	
DE BUSTAMANTE,	
ALTAMIRA,	
ODA,	
ANZILOTTI,	
HUBER.	
WANG, juge suppléant,	
SCHUCKING, juge national.	

ayant entendu les parties en leurs observations et conclusions rend l'arrêt suivant :

Le Statut de la Cour permanente de Justice internationale a prévu, pour les Etats demeurés tout d'abord étrangers à l'instance portée devant elle, deux cas et deux formes différentes d'intervention.

L'une de ces interventions est celle dont s'occupent l'article 62 du Statut et les articles 58 et 59 du Règlement de la Cour; elle a pour fondement l'intérêt d'ordre juridique allégué par l'intervenant; et il appartient à la Cour de ne l'accueillir que si l'existence de cet intérêt lui paraît suffisamment justifiée.

Mais, d'autre part, lorsque le litige à résoudre a pour objet l'interprétation d'une convention internationale, tout Etat ayant participé à cette convention puise dans l'article 63 du Statut le droit d'intervenir au procès dont d'autres ont pris l'initiative, et dans le cas où il aurait usé de la faculté qui lui est ainsi ouverte, l'interprétation contenue dans la sentence de la Cour sera également obligatoire pour lui comme pour les demandeurs originaires eux-mêmes.

Aux termes d'une requête introductive d'instance, présentée à la date du 16 janvier 1923 au nom des Gouvernements de Sa Majesté britannique, de la République française, de Sa Majesté le Roi d'Italie et de Sa Majesté l'Empereur du Japon, représentés respectivement par Sir Cecil Hurst, le professeur Basdevant, le commendatore Pilotti et M. N. Ito, chargé d'affaires a. i. du Japon à La Haye. La Cour permanente de justice internationale est appelée à juger si les autorités allemandes étaient en droit de refuser, le 21 mars 1921, au vapeur *Wimbledon*, le libre accès du canal de Kiel, et à statuer, le cas échéant, sur la réparation du préjudice causé à ce navire, du fait d'un tel refus.

Par note du 22 mai 1923, S. Exc. le Ministre de la République polonaise à La Haye avait informé la Cour que son Gouvernement demandait à intervenir dans la cause, à côté des quatre Etats requérants, en vertu de l'article 62 du Statut et des articles 58 et 59 du Règlement; mais, bien que ne mentionnant pas expressément l'article 63, la note précitée invoquait, à l'appui de la demande, la participation de la Pologne au Traité

de Versailles, et la violation par le refus d'accès opposé au *Wimbledon* dans le canal de Kiel, des droits et intérêts garantis à cet Etat par l'article 380 du Traité.

D'une nouvelle communication présentée à la Cour par l'Agent du Gouvernement polonais, M. Olechowski, à l'audience publique du 25 juin, il résulte que ce Gouvernement, renonçant à suivre la voie exclusive dans laquelle il avait paru s'engager en premier lieu, entend aujourd'hui se prévaloir du droit que lui confère l'article 63 du Statut, en tant qu'ayant participé au Traité de Versailles, « et n'insiste pas pour que les motifs d'intervention, qu'il avait présentés sur la base de l'article 62 soient pris en considération ». Il affirme en même temps son intention de ne pas demander au Gouvernement allemand aucuns dommages-intérêts particuliers pour le préjudice qu'il a subi dans l'affaire du *Wimbledon*.

L'attitude ainsi prise dispense la Cour d'examiner et de vérifier si vraiment l'intervention de la Pologne dans le litige soumis à son jugement est justifiée par un intérêt d'ordre juridique au sens de l'article 62 du Statut.

Il lui suffit de constater, dans l'espèce, que l'interprétation de certaines clauses du Traité de Versailles est en jeu dans l'affaire et que la République polonaise figure au nombre des Etats ayant participé à ce Traité.

En présence de ces constatations, dont l'évidence matérielle s'impose, et des déclarations faites à l'audience par les représentants des Puissances requérantes s'en remettant à sa décision,

La Cour donne acte au Gouvernement polonais de ce qu'il entend se prévaloir du droit d'intervention que lui confère l'article 63 du Statut.

PAR CES MOTIFS,

La Cour reçoit l'intervention polonaise dans l'affaire du *Wimbledon*.

Et renvoie, pour les plaidoiries au fond, l'affaire à l'audience du 5 juillet.

Le présent arrêt ayant été rédigé en français et en anglais, c'est le texte français qui fait foi.

Fait au Palais de la Paix, à La Haye, le vingt-huit juin mil neuf cent vingt-trois, en sept exemplaires, dont l'un restera déposé aux Archives de la Cour et dont les autres seront transmis aux Agents du Gouvernement polonais et des Puissances requérantes et répondantes respectivement.

Le Président,

(Signé) : LODER.

Le Greffier,

(Signé) : A. HAMMARSKJOLD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS	5
CHAPITRE PREMIER. — Notions préliminaires.....	7
SECTION I. — <i>La relation entre le Droit international et le Droit interne dans l'interprétation des articles 62 et 63 du Statut</i>	7
SECTION II. — <i>Notions sommaires sur l'intervention en droit interne</i>	9
§ 1. — Droit ancien	9
a) Droit romain	9
b) Droit ecclésiastique	10
c) Ancien droit français.....	10
§ 2. — Droit moderne.....	11
I. Droit français.....	12
A. De l'intervention spontanée ou volontaire...	12
1. Définition, nature et caractères.....	12
2. Conditions requises pour intervenir.....	16
1° L'intérêt	17
2° La qualité	19
3° La capacité d'ester en justice.....	20
4° Ne pas avoir été partie à l'action principale	20
3. Formes, procédure, jugement et dépens de l'intervention	21
a) Formes	21
b) Procédure et jugement.....	21
c) Dépens	23
4. Effets de l'intervention.....	23
B. De l'intervention forcée.....	25
II. Attitude des principales législations internes, autres que le droit français, envers l'institution de l'intervention.....	27
A. Droit allemand	27
B. Droit belge	29
C. Droit espagnol	29
D. Droit suisse (Canton de Genève).....	31
E. Droit italien	32
F. Droit néerlandais	33
G. Droit roumain	34
H. Droit scandinave (Suède)	34
I. Droit américain (Etats-Unis)	34
J. Droit canadien (Province de Québec).....	36

144 L'INTERVENTION DEVANT LA COUR PERMANENTE

	Pages
K. Droit égyptien (législation des Tribunaux mixtes d'Egypte)	36
L. Droit anglais	38
CHAPITRE II. — Historique de l'évolution de l'intervention devant la justice internationale.....	43
SECTION I. — <i>L'intervention d'après le projet de règlement de l'Institut de droit international de 1875</i>	44
SECTION II. — <i>L'intervention d'après les Conventions de la Paix de la Haye (de 1899 et de 1907)</i>	49
SECTION III. — <i>L'intervention d'après le Statut de la Cour permanente de justice internationale</i>	52
CHAPITRE III. — L'article 62 du Statut de la Cour permanente de justice internationale.....	61
SECTION I. — <i>Nature et caractères de l'intervention devant la Cour permanente de justice internationale</i>	62
SECTION II. — <i>Conditions requises pour intervenir aux termes de l'article 62 du Statut</i>	78
1° La capacité d'ester en justice.....	79
2° La qualité	80
3° Un intérêt d'ordre juridique.....	82
A. L'expression « litiges d'ordre juridique » dans la Conférence de 1899.....	83
B. L'expression « différends d'ordre juridique » dans la Conférence de 1907.....	88
C. L'expression « différends d'ordre juridique » dans le Statut de la Cour permanente de justice internationale.....	93
SECTION III. — <i>Forme, procédure, jugement et dépens de l'intervention</i>	104
a) Forme	104
b) Procédure et jugement.....	105
c) Dépens de l'intervention.....	111
SECTION IV. — <i>Effets de l'intervention</i>	111
CHAPITRE IV. — L'intervention aux termes de l'article 63 du Statut de la Cour.....	115
CHAPITRE V. — La jurisprudence de la Cour permanente de justice internationale en matière d'intervention (L'affaire du vapeur « Wimbledon ») ..	123
APPENDICE. — L'intervention forcée devant la Cour permanente de justice internationale.....	133
ANNEXE. — L'arrêt de la Cour de justice internationale statuant sur l'intervention polonaise dans l'affaire du « Wimbledon ».....	137

